



# **Les interventions européennes dans les Balkans entre 1815 et 1914.**

**Mémoire de géopolitique  
du capitaine de corvette Olivier STOSSKOPF  
dans le cadre de l'étude dirigée « Géopolitique des Balkans »**

**Directeur : Ambassadeur Georges-Marie CHENU**

**Avril 2001**

## **LES INTERVENTIONS EUROPEENNES DANS LES BALKANS ENTRE 1815 ET 1914**

### **Sommaire**

#### **Partie I :**

##### **Les pays intervenant directement**

La Russie : le panslavisme et l'accès aux Détroits

L'Autriche : la lutte contre le nationalisme et le panslavisme

#### **Partie II :**

##### **Les pays intervenants indirectement**

La Grande-Bretagne : sauvegarder l'Empire ottoman

L'Allemagne : ancrer la construction de l'Allemagne puis concurrencer l'Angleterre

La France : rechercher une alliance contre l'Autriche

L'Italie : l'existence en tant que nation et l'accès au rang de grande puissance

#### **Partie III :**

##### **La crise finale de l'été 1914**

L'engrenage

Les raisons de l'emballement vers la guerre

## Introduction

La période que nous nous proposons d'étudier s'étend sur un siècle environ : du congrès de Vienne de 1815 à la veille de la Première Guerre mondiale en 1914. Pour les Balkans, cette période est extrêmement riche en événements qui marqueront durablement l'histoire de la péninsule mais également celle de l'Europe. Si cette période ne constitue qu'un des actes d'une tragédie balkanique qui se joue encore aujourd'hui devant nos yeux, elle demeure cependant particulièrement intéressante car révélatrice des intérêts géopolitiques avoués et cachés des puissances européennes dans la région.

L'ordre européen issu du congrès de Vienne vise avant tout à retrouver l'ordre qui existait avant la révolution française et les conquêtes napoléoniennes. Cet ordre ne résiste pas aux mouvements nationalistes qui apparaissent dès le début du siècle. L'Empire ottoman entre dans son déclin. Son incapacité à se réformer suscite la convoitise des grandes puissances européennes et les amène à intervenir plus ou moins directement. Ce ne sera ensuite qu'une succession de révoltes et de guerres dans les Balkans qui déboucheront sur le premier conflit mondial.

La Russie est avant tout intéressée par l'accès aux Détroits mais également par la « protection » de tous les orthodoxes. La réalisation de ces deux objectifs passe par le démantèlement de l'Empire ottoman.

L'Autriche-Hongrie, de son côté, ne peut accepter cette volonté d'expansion de la Russie et n'a de cesse de s'y opposer. Elle est également directement concernée par les mouvements nationalistes dans la région. Ces mouvements risquent, s'ils se propagent, de déstabiliser l'empire des Habsbourg.

La Grande-Bretagne partage les inquiétudes de l'Autriche-Hongrie: la volonté expansionniste de la Russie menace directement ses positions en Méditerranée et donc la route des Indes. La Grande-Bretagne cherche donc, jusqu'au bout, à préserver et soutenir l'Empire ottoman.

De son côté, l'Allemagne de Bismarck, veut stabiliser la situation européenne. Le souci principal est de nouer des alliances qui isoleront la France. Guillaume II lui cherche ensuite à étendre la sphère d'influence politique et économique de l'Allemagne. Le contrôle des Balkans doit permettre de descendre vers le sud-est et donc de concurrencer la Grande-Bretagne.

La France, elle, veut redorer son blason après la période napoléonienne. En même temps, elle reprend une politique, commencée par François 1er, qui vise à nouer des alliances de revers vis à

vis de l'Autriche. D'où sa volonté, dans un premier temps, de soutenir l'Empire ottoman, puis alors que celui-ci s'effondre, de se rapprocher de la Russie tsariste.

Enfin l'Italie naissante recherche une reconnaissance internationale en même temps que la récupération des terres « irrédentes ».

Pour étudier ces quelques cent années, nous aborderons, dans une première partie, le congrès de Vienne qui, selon ses auteurs, doit figer le tableau géopolitique de la région ; puis la guerre d'indépendance de la Grèce, ultime répétition des conflits qui surviendront par la suite. Dans la deuxième partie nous traiterons, pour chacune des puissances européennes, les interventions qu'elles mèneront dans la région. Une approche par pays, plutôt qu'une approche chronologique globale, permettra de faire ressortir les intérêts géopolitiques dominants de chacune des nations en distinguant celles qui interviennent directement (la Russie et l'Autriche) et celles qui ne sont là que par une sorte de « suivisme » (la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la France et l'Italie). La dernière partie de ce mémoire abordera la crise de l'été 1914.

Un rappel sur l'origine de la question d'Orient aperçu de l'histoire de l'Empire ottoman entre 1800 et 1918 figure en annexe.

## Préambule

Le congrès de Vienne

### Un congrès pour fermer la « parenthèse » révolutionnaire et napoléonienne

En 1815, au lendemain de l'abdication de Napoléon 1<sup>er</sup>, les puissances européennes, sous l'influence du chancelier autrichien Klemens Von Metternich décident de réduire la France à un état ne lui permettant plus de prétendre à l'hégémonie sur l'Europe. Il s'agit de redéfinir les équilibres territoriaux du vieux continent, secoué par les tourmentes révolutionnaire et napoléonienne. Tous les émissaires des puissances européennes (excepté l'Empire ottoman) se réunissent en congrès à Vienne, de septembre 1814 à juin 1815. Chacun vient y défendre son point de vue, ses intérêts territoriaux, nationalistes, et tenter de satisfaire un expansionnisme de plus en plus marqué.

Le tsar Alexandre Ier, favorable à l'unification des États allemands, pour affaiblir l'Autriche. Il nourrit secrètement l'idée d'une Europe fédérée et dominée par la Russie. Président du congrès, le ministre autrichien Metternich met en avant son idéal d'un équilibre européen francophobe. Il espère que la France perdra tout ressort diplomatique du fait de ses pertes territoriales. De même, il cherche à freiner les prétentions russes sur la Pologne et le courant du pangermanisme qui incite la Prusse à absorber la Saxe. Enfin et surtout, il veut créer les conditions préalables, d'une part, à la constitution d'une confédération des Etats allemands dominée par l'Autriche, d'autre part, à l'extension territoriale de l'Autriche, au renforcement de sa cohérence et de son autorité. Face aux prétentions de l'Autriche, la Prusse veut défendre une politique permettant d'amoindrir l'émiettement territorial allemand, dans l'espoir de constituer une confédération allemande gagnant en autonomie. La Grande-Bretagne attend plusieurs décisions de Vienne : l'affaiblissement de la France, la stabilisation de la zone Baltique, la possibilité, en accord avec l'Autriche, de freiner l'expansionnisme russe et surtout la confirmation de sa position d'hégémonie coloniale. Talleyrand, représentant de Louis XVIII, compte sur les divergences anglo-russes pour limiter le démantèlement des possessions françaises.

### Une nouvelle partition continentale

La France est dépossédée de tous les territoires conquis par Napoléon Ier. La redéfinition de la carte européenne aboutit à la création d'une zone « tampon » autour de la France, depuis la Belgique jusqu'à l'Italie piémontaise. Cette zone doit théoriquement protéger les grandes puissances de toute tentative de pénétration.

Les « Quatre Puissances » (Angleterre, Russie, Autriche, Prusse) se taillent la part du lion, dans le respect du protocole d'ouverture du congrès : « la paix sera faite conformément aux principes du

droit public". La Grande-Bretagne conserve ses frontières, mais obtient plusieurs îles et possessions outre-mer. La Russie reçoit les deux tiers de l'ancien Grand-Duché de Varsovie, la Bessarabie et la Finlande. La Prusse agrandit son territoire et renforce son influence sur les Etats allemands. Enfin, selon les vœux de Metternich, l'Autriche recouvre la plupart de ses territoires perdus. En compensation de l'indépendance hollandaise, elle reçoit quelques enclaves allemandes et terres italiennes (Lombardie, Vénétie), ainsi que la Dalmatie, jusqu'alors propriété de Venise. Elle s'assure ainsi une position dominante en Italie grâce à ses possessions, alliances et protectorats. L'Autriche elle constitue un bloc homogène transalpin qui, ajouté à la présidence de la nouvelle Confédération germanique, lui permet de dominer l'Europe centrale et méridionale. Les Balkans, eux, restent toujours sous domination ottomane.

Parallèlement, un système d'alliance des grandes puissances européennes est mis en place afin que l'œuvre de restauration accomplie ne perdure. Sur l'initiative de la Russie, la Sainte Alliance est instituée entre la Russie, la Prusse, l'Autriche et la France puis la Grande-Bretagne. Cette alliance, « des souverains contre les peuples », a pour but d'instituer un concert européen en vue de mater tout foyer révolutionnaire susceptible de ranimer l'effervescence en Europe : cette alliance est un pacte de soutien mutuel des monarques contre les révolutions, libérales ou nationales.

Le principal souci du congrès est donc bien d'obtenir un vaste rééquilibrage des nations et empires européens. Mais ce découpage, qui assure la paix continentale à la vieille Europe pendant près de quarante ans, nourrit en son sein sa propre dégénérescence. Toutes les tractations se font au détriment et au mépris du droit des nationalités ou des confessions. Dès 1823-1824, les intérêts divergents des grandes puissances montrent le caractère artificiel de ce découpage, contre lequel les révolutionnaires et les nationalistes de toute l'Europe, mais aussi Napoléon III, ne cessent bientôt de lutter, jusqu'à favoriser un nouvel éclatement de l'Europe et la redistribution des nationalités à la fin du XIXe siècle.

L'indépendance de la Grèce ou les limites du congrès de Vienne

#### L'intervention des nations européennes

Moins de dix ans après le congrès de Vienne, les principes qui y avaient été défendus sont déjà mis à mal par la révolte des grecques contre l'Empire ottoman. La résistance xénophobe des Klephtes, le développement dans l'île d'une bourgeoisie cultivée, la création en Grèce et à l'étranger d'une société patriotique, l'Hétairie, sont les principaux facteurs de cette révolte alors que les Grecs se sentent de plus en plus une nation. A l'étranger, la Grèce est sympathique autant aux conservateurs parce que, chrétienne, elle lutte contre les Turcs musulmans qu'aux libéraux,

parce que, soumise, elle combat pour son indépendance. Partout il y a des philhellènes. Le tsar, de son côté, appuie épisodiquement les révoltés pour affaiblir la Turquie.

Dans les premiers combats de 1821 à 1822, les Grecs l'emportent sur les Turcs. Le sultan fait alors appel aux Egyptiens et parvient, avec leur aide, à reprendre plusieurs places. L'Europe se porte alors, avec plus ou moins d'entrain, au secours des révoltés. L'Angleterre avec réticence, la Russie avec enthousiasme et la France par solidarité chrétienne et par sympathie, envoient des escadres à Navarin, base navale égyptienne. La flotte des musulmans y est coulée. Une expédition française débarque en Morée. Les troupes russes traversent la chaîne des Balkans et s'emparent, le 20 août en 1829, d'Andrinople. Elles marchent sur Constantinople lorsque les Turcs entament des négociations de paix que les Britanniques mènent rondement pour éviter un désastre que constituerait, pour eux, la prise de Constantinople par les Russes.

### L'annonce de grands bouleversements en Europe

Le traité de paix d'Andrinople est signé le 14 septembre 1829 à Andrinople. Il consacre l'indépendance de la Grèce et l'autonomie de la Serbie, de la Moldavie et de la Valachie. Ces dernières sont placées sous le protectorat de la Russie qui se voit attribuer les îles du delta du Danube et un droit de passage dans les Dardanelles.

En définitive, la rivalité anglo-russe permet le premier triomphe des nationalités, en complète contradiction avec les principes défendus en 1815 à Vienne. L'attitude des grandes puissances s'explique par leur quête d'intérêts particuliers, intérêts le plus souvent rivaux. Ces intérêts divergents vont rester une constante des relations internationales tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle. La Russie appuiera les revendications des populations chrétiennes des Balkans car elle voit dans l'affaiblissement de l'Empire ottoman, gardien des Détroits, un moyen d'assurer sa pénétration en Méditerranée. L'Autriche s'opposera à l'établissement d'une prépondérance russe dans les Balkans. La Grande Bretagne, de son côté, pour sauvegarder sa suprématie en Méditerranée, préférera un Empire ottoman affaibli, plutôt que démembré au profit de puissances qui lui porteraient ombrage. Quant à la France, elle cherchera à exploiter ces divergences d'intérêts pour aboutir à une révision des traités de 1815, tout en veillant à mettre en place une alliance de revers vis-à-vis de l'Autriche. Les enjeux de la crise grecque sont donc essentiels : d'une part, l'indépendance de la Grèce marque la victoire du principe des nationalités sur le principe de légitimité ; d'autre part, elle souligne l'interférence des questions balkaniques dans les relations entre les grandes puissances. Metternich ne se trompe pas lorsqu'il annonce que l'indépendance grecque va donner le signal d'une immense révolution en Europe.

### Les pays intervenant directement

La Russie : l'accès aux Détroits et le panslavisme

#### Le traité de Unkiar-Skelessi : un protectorat russe sur l'Empire ottoman

Depuis 1830, la Russie a une politique active dans l'Empire turc. Sur le plan économique, elle développe ses échanges commerciaux par la mer Noire. Par ailleurs, le protectorat qu'elle a établi sur les principautés de Moldavie et de Valachie lui permet d'en éliminer la concurrence. Sur le plan religieux, le gouvernement russe s'emploie à développer des liens avec l'Église orthodoxe de l'Empire ottoman.

En 1832, un contingent russe s'établit sur les rives du détroit des Dardanelles afin de protéger le sultan ottoman contre les troupes du Pacha d'Égypte, Méhémet Ali. En effet, en 1833, Méhémet Ali vient d'envahir la Syrie pour obliger les Turcs à lui céder la Crète en remerciement de l'aide qu'il leur a fournie lors de l'insurrection grecque. Les Turcs sont rapidement écrasés et ce sont alors les Russes qui « sauvent » l'Empire ottoman.

Cet épisode se conclut par le traité d'Unkiar-Skelessi (juin 1833) et marque une étape importante dans l'établissement d'un protectorat russe sur l'ensemble de l'Empire ottoman. La Russie obtient en outre la fermeture des détroits pour les bâtiments de guerre de pays non riverains de la mer Noire. Après le traité d'Unkiar-Skelessi, les Russes essaient d'établir à leur seul profit un protectorat sur l'Empire ottoman.

#### La guerre de Crimée : un coup d'arrêt à l'expansion russe

Au début des années 1850, le tsar Nicolas Ier voit une nouvelle opportunité d'étendre son influence en intervenant dans les affaires turques. Il veut chasser d'Europe la puissance ottomane pour s'assurer la domination sur les Balkans et montrer au monde le rôle que la Russie est appelée à jouer comme protecteur de la chrétienté contre l'Islam. Il se croit assuré du soutien autrichien en contrepartie de l'aide que son pays vient d'apporter à la dynastie des Habsbourg pendant les révolutions de 1848-1849<sup>1</sup>. Il est persuadé que la Grande-Bretagne s'associera à un partage des territoires des Balkans contrôlés par les Turcs.

L'intervention russe est provoquée par un conflit entre catholiques et orthodoxes concernant la protection des Lieux saints en Palestine, appartenant alors à l'Empire ottoman. En décembre 1852, le sultan, sous la pression de Napoléon III, se prononce en faveur des catholiques. Nicolas I<sup>er</sup>, protecteur de l'Église orthodoxe, envoie aussitôt une mission à Constantinople pour

---

<sup>1</sup> La Russie vient en aide à l'Autriche en intervenant en 1848 dans les provinces roumaines pour briser leur volonté d'indépendance. Le tsar Nicolas Ier accepte d'apporter son soutien à la fois parce qu'il craint que la révolte hongroise n'ait des contrecoups dans la Pologne russe et parce qu'il veut éviter un affaiblissement de l'Autriche, pièce maîtresse de l'Europe de 1815, contrepoids nécessaire à la puissance prussienne.

négocier un nouvel accord en faveur des orthodoxes et un traité garantissant leurs droits dans l'Empire ottoman. Les Britanniques, conscients de la menace que ferait peser un protectorat russe sur leurs intérêts dans la région, persuadent les Turcs de s'opposer aux exigences du Tsar.

Le 1<sup>er</sup> juillet 1853, les Russes ripostent en occupant les principautés turques de Moldavie et de Valachie. Les puissances européennes tentent d'arriver à un compromis, mais sans succès. Le 4 octobre, assuré des soutiens français et britannique, l'Empire ottoman déclare la guerre à la Russie. Le 30 novembre 1853, les Russes détruisent la flotte turque dans le port de Sinope sur la mer Noire. En mars 1854, comme la Russie ignore les demandes britanniques et françaises d'évacuation de la Moldavie et de la Valachie, le Royaume-Uni et la France déclarent la guerre à la Russie. De cette crise naît la guerre de Crimée qui se termine par la chute de Sébastopol en 1856.

Le traité de Paris, signé le 30 mars 1856, est un échec cuisant pour la politique russe au Moyen-Orient. La Russie doit rendre la Bessarabie du Sud et l'embouchure du Danube à l'Empire ottoman dont l'indépendance et l'intégrité territoriales sont réaffirmées ; la Moldavie, la Valachie et la Serbie sont libérées du protectorat russe et sont placées sous garantie internationale. Il est défendu aux Russes de garder leur flotte dans la mer Noire, désormais interdite à tout navire de guerre. Ce traité marque la fin de l'entente entre l'Autriche et la Russie. Désormais, le front des grandes monarchies conservatrices, qui ont construit l'ordre de Vienne, est rompu. Un coup d'arrêt est porté à la politique d'expansion russe.

Il faut attendre 1870 pour que, profitant du conflit entre la France et la Prusse, le gouvernement russe décide de se libérer unilatéralement des servitudes imposées sur sa flotte de la mer Noire par le traité de Paris. En octobre 1870, la Russie annonce aux autres États qu'elle reprend sa liberté en mer Noire ; les autres puissances laissent faire : une conférence tenue à Londres en mars 1871 entérinera cette décision. Désormais la Russie peut établir une flotte de guerre en mer Noire et peut donc entamer une politique offensive vers les Balkans et les Détroits. Les militaires russes y sont favorables et le Tsar y voit un bon moyen de satisfaire les aspirations des panslavistes et des nationalistes qui soutiennent l'autocratie.

### Un moyen d'expansion : le panslavisme

C'est au début des années 1830, que le panslavisme apparaît chez les intellectuels qui souhaitent faire revivre les langues slaves, dominées par l'allemand ou le hongrois. Le panslavisme est ensuite repris à partir des années 1860 par la Russie, qui s'implique dans le mouvement en le transformant. Seul État slave indépendant, la Russie entend devenir la protectrice de tous les Slaves vivant dans d'autres États, ce qui lui permet de légitimer ses desseins expansionnistes. En 1869 paraît l'ouvrage « La Russie et l'Europe », où Nikolaï Iakovlevitch Danilevski expose les grandes lignes du panslavisme. Ce courant s'appuie sur l'idée que la nation russe a une vocation

particulière, celle d'assurer la libération de ses frères slaves en assumant leur formation. Ce courant suscite une véritable mobilisation (à laquelle participe Dostoïevski) destinée à encadrer les étudiants des Balkans venant faire des études en Russie. Le mouvement a par ailleurs des prolongements politiques avec la formation d'un véritable groupe de pression auprès du tsar Alexandre II. Le programme d'aide aux frères slaves évolue ensuite vers l'idée d'une fédération de tous les slaves à l'intérieur d'un même empire dirigé par la Russie. De cette entité sont cependant exclus les Slaves germanisés que sont les Tchèques et les Slaves non orthodoxes que sont les Polonais. En revanche, Bulgares, Serbes et Monténégrins sont courtisés. L'ambassadeur Ignatiev, très actif à Constantinople, est à la fois l'un des maillons des intérêts russes dans les Balkans et un actif propagandiste auprès du tsar. L'armée apporte également son soutien à cette cause.

### La guerre russo-turque de 1877 - 1878

Si les mouvements insurrectionnels qui se déclenchent dans les Balkans au milieu des années 1870 s'expliquent par les crises internes à l'Empire ottoman, ils sont avant tout encouragés de l'extérieur. Les Serbes et Bulgares ont acquis la conviction, par l'intermédiaire de l'action des agents russes dans ces régions, qu'ils ne seront pas abandonnés par la Russie s'ils prennent l'initiative d'un soulèvement contre la domination ottomane.

En 1875, pour accroître ses ressources budgétaires, le sultan décide d'augmenter les impôts qui pèsent sur les chrétiens. L'insurrection qui s'en suit est violemment réprimée (30.000 morts) par les Turcs. A la fin juin 1876, la Serbie et Monténégro entrent en guerre contre le sultan.

Les dirigeants russes sont tout d'abord indécis : certains cherchent à temporiser par crainte de heurts avec la Grande-Bretagne et l'Autriche-Hongrie, d'autres, à l'image de l'ambassadeur Ignatiev, soutiennent les milieux panslavistes. Finalement, l'idée d'une intervention pour sauvegarder le prestige de la Russie auprès des populations chrétiennes des Balkans l'emporte. Dès lors, le tsar déclare que si les grandes puissances ne se décident pas à intervenir vigoureusement auprès du gouvernement ottoman, il agira par les armes.

La timidité franco-britannique détermine la Russie à se préparer diplomatiquement en vue d'une intervention armée, d'autant plus que l'opinion russe, scandalisée par la répression ottomane, pousse à la création de comités d'aide aux frères slaves et à l'enrôlement de volontaires russes au service de la Bulgarie. Le tsar, qui veut éviter d'avoir à affronter l'opposition conjointe de la Grande-Bretagne et de l'Autriche-Hongrie, entame des négociations avec cette dernière. Ces négociations débouchent sur des plans de partage des Balkans en zones d'influence, mais sans projet d'action militaire commune. En octobre 1876, Alexandre II, pressé de plus en plus par la tendance slavophile, adresse un ultimatum au sultan, lui demandant d'arrêter les hostilités. Ce dernier accepte l'idée d'une conférence internationale qui se tient à Constantinople en décembre

1876. Britanniques et Russes parviennent à se mettre d'accord sur la formation de deux Bulgarie, l'une à majorité slave à l'ouest, l'autre regroupant plutôt Grecs et Turcs à l'est. Mais la Turquie refuse cette éventualité et la conférence débouche sur une impasse. La Russie reprend ses démarches diplomatiques et, par une convention secrète du 15 janvier 1877, obtient la neutralité de l'Autriche en lui accordant la possibilité d'occuper la Bosnie-Herzégovine. La Russie s'engage, de son côté, à ne pas porter les opérations militaires dans les zones d'influence autrichienne (partie occidentale de la péninsule balkanique). Le tsar s'efforce en outre de rassurer la Grande-Bretagne en affirmant qu'il ne s'emparera pas de Constantinople et qu'il ne remettra pas en cause le statut des Détroits.

Alors que les insurgés serbes sont pratiquement défaits, le tsar déclare la guerre à la Turquie, sous le prétexte de garantir le sort des populations chrétiennes de l'Empire ottoman. Le 24 avril 1877, les troupes russes entrent en Roumanie avec le consentement du gouvernement de Bucarest et atteignent rapidement le Danube. La résistance turque est brisée en novembre 1877. Devant la menace que font peser les Russes sur Constantinople, les Turcs demandent l'armistice (31 janvier 1878).

#### Congrès de San Stefano : les appétits du panslavisme

Le traité de San Stefano, signé en mars 1878, sanctionne la victoire de la Russie. Alexandre II ne peut modérer les appétits du clan panslaviste : l'Empire ottoman est dépouillé de ses territoires balkaniques. La Serbie, le Monténégro, l'Herzégovine, la Roumanie et la Bulgarie accèdent à l'indépendance. La Russie s'agrandit du nord de l'Arménie et de la Bessarabie ainsi que des territoires d'Ardahan, de Kars et de Batum. L'Empire russe s'étend désormais jusqu'au delta du Danube. Une « Grande Bulgarie », placée sous influence russe, est constituée par le regroupement de tous les États slaves s'étendant du Danube à la mer Egée et englobant la Roumélie et une grande partie de la Macédoine. Le Tsar obtient la possibilité d'y faire stationner ses troupes pendant deux ans, ce qui revient à lui accorder un rôle déterminant dans le choix du futur gouvernement bulgare.

La Russie concrétise ainsi ses prétentions expansionnistes : grâce à cette « Grande Bulgarie », Moscou accède à la Méditerranée et coupe l'Europe de l'Ouest des territoires balkaniques plus orientaux.

#### Le congrès de Berlin : une défaite diplomatique

Mais cette Grande Bulgarie inquiète ses voisins balkaniques qui considèrent qu'elle englobe des territoires non bulgares. Elle inquiète aussi l'Autriche-Hongrie et la Grande-Bretagne qui la voient comme une colonie russe. Refusant le fait accompli, les grandes puissances font alors pression sur la Russie pour qu'elle accepte une révision du traité de San Stefano. Cette révision

débouche sur le congrès de Berlin réuni sous la présidence de Bismarck du 15 juin au 13 juillet 1878.

Par rapport aux décisions de San Stefano, la carte des Balkans sort de ce congrès sensiblement modifiée. La Grande Bulgarie disparaît aux profits d'une Bulgarie autonome beaucoup plus réduite et d'une Roumélie orientale, sous domination ottomane. Le littoral de la mer Égée reste turc dans sa totalité.

Pourquoi ce recul russe ? Non seulement les dirigeants russes ont conscience de leur isolement, mais ils doivent aussi tenir compte de l'extrême fragilité de leur situation économique et financière. De plus, l'ébranlement de la guerre est grand dans la population, satisfaite sur le plan national, mais irritée par les prévarications, scandales et gabegies étalées dans l'administration russe. Les structures intérieures de l'Empire ne permettent pas d'envisager une nouvelle guerre. La Russie doit se résigner.

Même si elle s'impose comme protectrice des Slaves des Balkans, la Russie vient de subir une défaite diplomatique. Elle garde un profond ressentiment à l'égard de l'Allemagne et de l'Autriche, qu'elle rend responsables d'avoir imposé la révision opérée lors du congrès de Berlin pour barrer la route aux ambitions russes.

#### L'entente germano-austro-russe : un accord sur les Balkans

Après le congrès de Berlin, l'isolement de la Russie est complet, à moins d'accepter un retour au sein de l'entente austro-allemande<sup>2</sup>. L'ambassadeur russe à Berlin y pousse depuis deux ans. L'accession au pouvoir d'Alexandre III en 1881, slavophile déclaré, va accélérer l'évolution de la position russe. Partisan de la reconstitution d'un front commun des Empires autoritaires face à la vague du terrorisme et du socialisme, il accepte de signer (mai 1881) un traité d'entente, valable trois ans, avec l'Allemagne et l'Autriche. Par ce traité, les trois puissances s'engagent à tenir compte de leurs intérêts respectifs dans les Balkans et à subordonner toutes modifications territoriales de l'Empire ottoman à leur commun accord. La Russie obtient la promesse de pouvoir réunir la Roumélie à la Bulgarie. Son destin expansionniste se précise : elle doit désormais se porter en Asie Centrale, puisque ses « amis » pourront l'épauler en cas de crise avec la Grande-Bretagne.

#### La guerre serbo-bulgare et les désillusions de la Russie

Depuis le Congrès de Berlin, les positions russes en Bulgarie se sont peu à peu fragilisées. La tutelle du tsar heurte les ambitions personnelles du prince de Bulgarie, Alexandre de Battenberg, dont le premier souci est de conserver son trône. Pour se faire, il adopte les vues de la majorité

---

<sup>2</sup> Une première série d'accord a été conclue entre Guillaume Ier, François Joseph et Alexandre II en 1872 et 1873. Entre l'Allemagne et la Russie, il s'agit d'une véritable alliance militaire destinée à isoler la France ; l'Autriche se contente de promettre sa neutralité. Cette alliance n'a pas survécu au traité de Berlin.

des Bulgares hostiles à la tutelle russe et décide, en 1884, de renvoyer ses ministres des Affaires Etrangères et de la Guerre, deux généraux russes qui lui avaient été imposés par le Tsar. Il proclame dans le même temps l'union des deux Bulgarie en contradiction avec le traité de Berlin.

La Serbie, inquiète de la nouvelle l'unité bulgare, attaque la Bulgarie en novembre 1885. La Russie, protectrices des Bulgares n'intervient dans ce conflit qui se termine par statu quo. L'indifférence russe s'explique pour plusieurs raisons : il existe d'une part une certaine animosité entre le Tsar et Alexandre de Battenberg et d'autre part, la Russie vient de signer en 1884, le renouvellement de l'entente avec l'Autriche et l'Allemagne.

Au printemps 1886, une conspiration pro-russe pourtant tente de faire rentrer la Bulgarie sous l'influence russe, en forçant Battenberg à abdiquer. Mais lors de la désignation du nouveau prince, un juillet 1887, le Parlement bulgare écarte le candidat russe et porte son choix sur Ferdinand de Saxe-Cobourg, le candidat de l'Autriche-Hongrie.

La Russie vient de perdre ses appuis dans les Balkans. Elle réalise qu'elle a été grugée dans l'alliance des trois Empereurs. Les slavophiles manifestent leur hostilité à cette alliance et organisent en 1886 des campagnes de presse. L'absence de censure témoigne l'incertitude de la position russe et les divisions parmi les responsables tsaristes. A cause des Balkans, la Russie ne doit-elle pas abandonner le camp des Empires centraux ?

### La fin de l'alliance germano-russe

L'alliance austro-germano-russe, qui doit être renouveler en 1890, est depuis longtemps remise en cause par les militaires russes. Chez eux prévaut l'idée que l'alliance allemande, mise au service des intérêts autrichiens, permet simplement à la faible armée austro-hongroise d'être abritée face à l'armée russe. De même, chez les hommes d'affaires, un esprit nationaliste l'emporte, avec pour principale cible l'Allemagne, dont les exportateurs vendent plus de 50% des machines et de l'équipement industriel importé en Russie. Ces industriels russes réclament des tarifs douaniers plus protecteurs et alimentent des campagnes de presse défavorables à l'Allemagne. L'alliance avec l'Allemagne est donc nettement remise en cause en 1890 et l'idée de rétablir un certain équilibre en Europe par un rapprochement avec la France qui déjà aide financièrement la Russie, commence à prendre corps. L'annonce par Guillaume II du refus de signer à nouveau le traité de réassurance, clarifie la situation et amorce le rapprochement politique franco-russe.

### Une période de repli

A l'automne 1894, l'Empire ottoman est secoué par une vague de révoltes contre l'autoritarisme des administrateurs turcs suivie d'une féroce répression. La Grande-Bretagne envisage alors une

intervention navale en mer Noire. La Russie y voit une menace directe sur Constantinople et juge cette proposition inacceptable. Elle consulte son allié français qui ne lui offre qu'une stricte neutralité en cas de conflit dans les Détroits. La situation en reste là.

A partir de septembre 1896, la diplomatie russe reprend une politique plus audacieuse. L'incapacité du sultan à mettre en place des réformes et le désordre qui règne dans l'empire montrent que l'heure du partage de l'Empire ottoman a sonné. Une intervention directe sur les rives du Bosphore est envisagée. La Grande-Bretagne n'y semble pas opposée mais la France se montre plus réticente et prône la création d'un Conseil chargé de superviser la mise en place des réformes. Les grandes puissances y seraient représentées, sauf la Russie qui ne fait pas partie du Conseil de la Dette déjà existant. Nicolas II repousse le plan français.

Les divergences franco-russes sont encore plus manifestes lorsque à la suite des troubles en Macédoine et des visées expansionnistes manifestées par la Bulgarie, la Russie consulte une nouvelle fois son allié pour connaître son attitude en cas de conflit avec l'Autriche Hongrie. La France affirme une fois encore sa stricte neutralité.

La Russie ne pouvant affronter seule ou avec un appui purement théorique de l'Angleterre, la coalition de ceux qui souhaitent, avant tout, le maintien de l'Empire ottoman, se résout à signer un accord avec l'Autriche Hongrie en mai 1897. Les deux États s'engagent à respecter le statu quo dans les Balkans. Refoulée des Balkans par la prépondérance autrichienne, la Russie s'en détourne et s'oriente vers la conquête de nouvelles terres en Asie centrale et en Extrême-Orient. Elle n'y reviendra qu'après 1905.

### Retour dans les Balkans

A cause de la concurrence japonaise, la Russie connaît des déboires dans ses nouvelles sphères d'influence d'Extrême-Orient : la guerre russo-japonaise déclenchée en 1904 se solde par l'anéantissement de la flotte russe (mai 1905). Chassée d'Extrême-Orient, la Russie donne à nouveau priorité aux questions balkaniques et s'engage dans le soutien de la Serbie. La période de 1905 à 1914 va être marquée par trois crises successives qui opposent directement la Russie à l'Autriche. La dernière débouchera sur le premier conflit mondial.

La première crise survient en 1908 lorsque l'Autriche entreprend de briser la Serbie par la guerre économique puis l'annexion de la Bosnie-Herzégovine. La Russie proteste, prend des mesures de mobilisation, mais ne peut compter à cette date ni sur l'appui de la France, ni sur celui de la Grande Bretagne. La Russie doit encore une fois se contenter d'observer et d'attendre l'heure de la revanche.

A partir de 1910, les populations serbes, bulgares et grecque de Macédoine (entre lesquelles les nationalismes s'opposent) protestent de plus en plus contre le joug ottoman. La Grèce, le Monténégro, la Serbie et la Bulgarie sont prêts à réaliser enfin leur unité en délivrant leurs

«frères» du joug colonial turc. L'Albanie musulmane aspire aussi à son indépendance. Cette convergence dans la décolonisation s'accompagne cependant de vieilles et profondes divergences quant au découpage futur des terres libérées en particulier entre les Serbes et les Bulgares. Pour arbitrer ce différend, les deux Etats doivent faire appel à une tierce puissance. C'est donc naturellement vers le «grand frère slave» que les pays balkaniques se tournent.

Les responsables russes sont divisés quant à la politique à suivre. Certains diplomates poussent à profiter des difficultés turques pour reposer la question des Détroits. Ils défendent l'idée d'une alliance «protectrice» avec l'Empire ottoman garantissant le statu quo dans les Balkans contre le libre passage des Détroits pour la flotte russe. D'autres diplomates souhaitent au contraire l'expansion des jeunes États balkaniques, afin de constituer ensuite une «solide clientèle» dans le Sud-Est européen et de prendre, enfin, une revanche contre l'Autriche.

Le refus de la France de suivre son allié dans un éventuel changement de statut des Détroits pousse alors la Russie à choisir la deuxième solution. A l'automne 1911, la Russie parvient à mettre d'accord la Serbie et la Bulgarie sur les conditions du futur partage. Le 13 mars 1912, Serbes et Bulgares signent un accord défensif complété d'un second accord sur le partage de la Macédoine. La Russie se voit reconnaître le rôle d'arbitre pour régler le sort d'une partie intermédiaire de la Macédoine qui reste inattribuée. Le 29 mai 1912, Bulgares et Grecs signent une autre alliance contre les Turcs tandis que le Monténégro manifeste sa volonté de rejoindre ses voisins. Une véritable Ligue balkanique est constituée.

Les États de la Ligue balkanique peuvent alors passer à l'action et déclarent la guerre à l'Empire ottoman en octobre 1912. En trois semaines, la guerre connaît son dénouement : les Serbes prennent la Macédoine, les Grecs la région de Salonique, les Bulgares la Thrace. Les succès balkaniques posent de sérieux problèmes d'équilibre : les Bulgares menacent Constantinople, les Serbes sont prêts d'atteindre l'Adriatique, ce que ni la Russie, pour les premiers, ni l'Autriche-Hongrie, pour les seconds, ne veulent admettre.

Un règlement intervient en mai 1913. Par le traité de Londres les grandes puissances européennes, entérinent le démembrement de l'Empire ottoman d'Europe. Il doit céder tous ses territoires européens situés au nord-ouest de la ligne Enos-Midia et abandonner la Crète et sa souveraineté sur l'Albanie. Mais le tsar n'arrive pas à imposer son arbitrage entre les alliés de la veille qui s'opposent sur le partage du butin. Cette opposition débouche sur la deuxième guerre balkanique déclenchée par la Bulgarie. Une fois encore, la guerre est brève. Au bout d'un mois, la Bulgarie, défaite, demande l'armistice. Le 10 août 1913, la paix de Bucarest met un terme aux affrontements.

La Russie, déçue de n'avoir pas obtenu au cours des négociations le contrôle des détroits, opte pour la Serbie comme allié essentiel (aux dépens de la Bulgarie). La Serbie est, en effet, la mieux

à même de freiner son adversaire essentiel, l'Autriche-Hongrie. En outre la Bulgarie, trop forte, constitue une menace potentielle sur les Détroits.

Les guerres des Balkans, en accentuant les rivalités balkaniques, vont influencer profondément le déroulement ultérieur de l'histoire européenne. La Bulgarie et la Turquie n'acceptent pas leur défaite. Les accords de paix créent une Serbie forte et ambitieuse qui rêve de regrouper tous les Slaves du Sud.

C'est donc « tout naturellement » que la Russie mobilisera ses troupes en août 1914 pour venir en aide à la Serbie qui vient de recevoir un ultimatum de l'Autriche-Hongrie.

L'Autriche-Hongrie : la lutte contre le nationalisme et le panslavisme

### Le risque des nationalismes

Depuis la fin des guerres napoléoniennes, l'empire des Habsbourg a retrouvé son statut de grande puissance européenne. Vienne a certes renoncé à s'agrandir en Allemagne et dans les Pays Bas mais pénètre dans les Balkans et en Italie (annexion des « provinces illyriennes » et du « royaume lombard-vénitiens »). Mais elle doit maintenant faire face au réveil des nationalités. À l'intérieur, l'opposition des nationalistes (Hongrois, Slaves) se conjugue à celle des libéraux, hostiles à l'absolutisme et au centralisme autrichiens. À l'extérieur, les ambitions du Piémont et de la Prusse mettent en cause sa position dominante, obtenue lors du congrès de Vienne. Pendant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, les Habsbourg réussissent à contenir ces menaces en s'appuyant sur l'armée, l'Église et la bureaucratie, mais aussi grâce à la bienveillance, et parfois au soutien militaire, des anciens alliés (Royaume-Uni, Russie et Prusse). L'Empire surmonte ainsi le désordre provoqué par les guerres et les révolutions de 1848 qui secouent l'Europe centrale. Cependant, ce n'est qu'en faisant appel aux armées russes que le gouvernement autrichien peut venir à bout de la République hongroise.

### La guerre de Crimée : une participation mesurée

Lorsque la guerre russo-turc éclate en 1854, l'empereur François-Joseph, qui est directement intéressé par les questions balkaniques, ne peut manquer de songer qu'il a une dette à l'égard de Nicolas Ier pour les services rendus lors de la guerre d'indépendance hongroise en 1849. Cependant il est peu enclin à accepter le plan de partage des Balkans proposé par le tsar qui aboutirait dans cette zone à la création d'États nationaux protégés par la Russie.

Dans un premier temps, l'Autriche semble opter pour la neutralité. Cependant, le 3 juillet 1854, elle somme le gouvernement russe, de retirer ses troupes de Moldavie et de Valachie. La Russie s'exécute le 5 août et les troupes autrichiennes occupent les principautés. Mais Londres et Paris

viennent d'accepter l'aide offerte par le royaume de Piémont-Sardaigne dans ce conflit contre la Russie. Vienne, craignant de perdre le contrôle de la situation en Italie, est alors contrainte de s'impliquer davantage. Le 2 décembre 1854, elle signe un traité d'alliance avec la France et la Grande Bretagne et le 16 décembre 1855, elle adresse à la Russie un ultimatum.

Le traité de Paris marque la fin de l'entente entre l'Autriche et la Russie. Désormais, le front des grandes monarchies conservatrices qui ont construit l'ordre de Vienne est rompu.

### Le Compromis austro-hongrois

En 1866, la rivalité avec la Prusse provoque une guerre dont le tournant est la défaite cuisante de Sadowa aboutissant à l'expulsion de l'Autriche de la Confédération germanique. Elle contraint l'Empereur François-Joseph à accepter le dualisme. Le Compromis de 1867 permet à la monarchie de préserver son statut de grande puissance européenne. Mais, il repose exclusivement sur un partage du pouvoir entre Hongrois et Autrichiens (Allemands) au sein de l'Empire. La négation des droits des minorités condamne le système à laisser les revendications nationales paralyser le débat politique. Loin de résoudre les problèmes nés de la poussée des nationalismes au sein de la double monarchie, le dualisme contribuera plutôt à les aggraver.

### Le rapprochement de l'Allemagne et la descente vers les Balkans

Chassée depuis 1866 du monde germanique, l'Autriche doit maintenant trouver d'autres sphères d'influence. Elle est tout naturellement rejetée vers le sud-est de l'Europe. Mais elle doit compter avec une autre puissance dont les vues sont dirigées dans la même direction : la Russie. La faiblesse momentanée de la France, l'indifférence anglaise, l'opposition avec l'Italie et la Russie pour les problèmes des terres « irrédentes » et des Balkans, poussent l'empire austro-hongrois à se tourner vers l'Allemagne de Bismarck. Pour freiner les désirs séparatistes des Roumains de Transylvanie ou ceux des Italiens du Trentin et de Trieste, l'Autriche-Hongrie doit rechercher l'appui d'une autre force conservatrice. L'Allemagne est, là encore, la plus à même de remplir ce rôle. Une solidarité austro-allemande prend corps. Elle se concrétise par le « système des trois empereurs » en 1873. Guillaume Ier, François-Joseph et Alexandre II s'accordent dans leur volonté de lutter contre l'Internationale et de stabiliser l'ordre européen. Mais les différends entre la Russie et l'Autriche-Hongrie ne sont pas résolus comme le montre le traité de Berlin.

### Le traité de Berlin

Mises devant le fait accompli du traité de San Stephano, l'Angleterre et l'Autriche-Hongrie menacent la Russie d'une guerre. Celle-ci est alors contrainte d'accepter la tenue d'un congrès qui va réviser les dispositions du précédent traité.

La Russie et l'Autriche s'entendent d'abord pour que le territoire bulgare n'atteigne pas la mer Égée. Puis lors du congrès qui se tient à Berlin, l'Autriche-Hongrie obtient le droit d'administrer,

à titre provisoire, la Bosnie-Herzégovine, ce qui provoque un profond mécontentement de la Serbie. Elle ne peut toutefois procéder à son annexion.

Parallèlement, l'Autriche et Grande-Bretagne se rapprochent dans leur volonté de défendre ce qui reste de l'Empire ottoman. Andrassy, ministre des Affaires étrangères de la double monarchie, souhaite même à ce sujet, ne pas renouveler l'alliance des trois empereurs, pour mieux se concilier la Grande-Bretagne. D'autant que cette « alliance » avec la Russie, limite la liberté d'action de l'Empire dans les Balkans.

Bismarck parviendra cependant à convaincre les trois empereurs de reconduire leur alliance.

### Une politique d'alliance pour stabiliser ses positions dans les Balkans

En matière de politique étrangère, les problèmes de la monarchie sont en grande partie résolus par ses retraits d'Italie (1859-1866) et d'Allemagne (1866). Son principal souci est alors de conserver son statut de grande puissance dans les Balkans et surtout d'empêcher l'expansion des jeunes États voisins (Serbie) sur ses territoires slaves méridionaux et roumains. Cette menace peut devenir un réel danger si ces États obtiennent le soutien de grandes puissances comme la Russie. Dans ses efforts visant à empêcher de telles alliances, Vienne fait preuve de beaucoup de flexibilité et d'habileté en s'adaptant aux évolutions de la situation internationale pendant les quarante ans qui suivent le Compromis. Étant donné la faiblesse relative de la monarchie et les expériences malheureuses des années 1850 et 1860, la guerre est systématiquement écartée et plusieurs alliances vont être nouées.

En 1879, Vienne signe avec Berlin un traité d'alliance défensive qui donne à l'Autriche-Hongrie un puissant allié dans sa lutte contre l'expansionnisme russe dans les Balkans. En Bosnie-Herzégovine, Vienne joue avec les divisions linguistiques et religieuses, afin de désamorcer le mouvement yougoslave. Ailleurs, elle signe avec plusieurs États balkaniques des traités destinés à contenir leurs vues expansionnistes.

La Serbie est véritablement mise sous tutelle sur le plan économique. En 1881, l'Autriche-Hongrie obtient la signature d'un accord entre les deux royaumes. La Serbie s'engage à réprimer sur son territoire tout mouvement qui serait dirigé contre l'Autriche-Hongrie ou contre le nouveau statut de la Bosnie-Herzégovine tandis que l'Autriche-Hongrie assure la dynastie serbe de son soutien pour se maintenir au pouvoir. Cette mise sous tutelle politique sera confirmée en 1889 avec un renouvellement pour six ans des précédents accords. Avec le Monténégro, l'Autriche consolide sa situation en signant un traité en 1881 dans lequel celui-ci renonce à son expansion vers l'Herzégovine en échange d'avantages frontaliers. Les Italiens, mécontents de voir la France occuper la Tunisie (1881), rejoignent la Duplice en 1882, formant ainsi la Triplice. Cette Triple-Alliance fixe l'axe majeur de la politique étrangère de l'Empire jusqu'en 1914. Un accord, conclu avec la Russie, permet de stabiliser la situation dans les Balkans pendant

plusieurs années (Ligue des trois empereurs 1873-1878 ; Alliance des trois empereurs 1881-1887). La Roumanie, elle aussi, entre dans la zone d'influence autrichienne avec la signature du traité d'alliance du 30 octobre 1883.

Grâce à ces arrangements diplomatiques, la monarchie parvient à éviter la guerre. Le système d'alliances nouées par l'Autriche-Hongrie dans les Balkans, qui vise à maintenir le statu quo de ces régions, est en même temps une garantie pour l'avenir de la double monarchie, puisqu'en canalisant le courant yougoslave il contribue à tarir la source de courants centrifuges qui menacent son unité. Ainsi, lors de la guerre serbo-bulgare (novembre 1885), l'Autriche-Hongrie réussit cependant à convaincre les deux belligérants de mettre fin à ce conflit qui ne laisse ni vainqueur, ni vaincu. Par là même et alors que l'Empire ottoman menace toujours de se disloquer, l'Autriche-Hongrie montre que son autorité est décisive dans la région.

### Les crises intérieures et la passivité à l'étranger

Les conflits qui opposent Russie et Autriche-Hongrie sont mis en veilleuse pendant plusieurs années. En 1897, l'Autriche-Hongrie signe avec la Russie un accord de coopération destiné à prévenir les troubles dans les Balkans. Cependant, dans la dernière décennie du siècle, l'Empire connaît de graves tensions nationalistes en Cisleithanie. Les progrès du mouvement yougoslave qui se greffe précisément sur le pôle indépendant serbe, accroissent les tensions entre Vienne et Saint-Pétersbourg.

Le 10 juin 1903, le roi de Serbe, Alexandre Ier Obrénovitch, pro-autrichien est assassiné par des serbes ultra-nationalistes. Son successeur, Pierre Ier Karadjordjevic, pro-français et pro-russe mais anti-autrichien, soutient ouvertement le nationalisme serbe. La solidarité yougoslave prend forme autour de la Serbie qui s'affranchit de plus en plus de la tutelle autrichienne en bénéficiant de la protection russe. En 1905, les partisans du Compromis sont battus aux élections. Des rumeurs commencent à circuler à l'étranger sur l'imminence d'un éclatement de l'Empire. Pour Vienne, la Serbie devient l'ennemi à abattre.

### La réapparition de menaces extérieures

La menace extérieure se précise à la fin de la décennie. Pour briser la Serbie qui cherche à récupérer la Bosnie-Herzégovine, l'Autriche-Hongrie emploie d'abord l'arme économique en limitant les importations venant de Serbie. Cette guerre économique ne fait qu'aggraver les ressentiments des paysans serbes. Usant cette fois de l'arme politique, la monarchie autrichienne décide de « régler » le problème en annexant la Bosnie-Herzégovine (5 octobre 1908). Elle compte régler, définitivement, le problème de la Serbie ultérieurement. La crise provoquée par cette annexion met fin à l'entente avec le tsar, tandis que la perspective d'une alliance avec les Britanniques s'évanouie avec l'accord anglo-russe de 1907. En outre, l'Allemagne refuse toujours

de s'engager à entrer en guerre contre la Russie aux côtés de l'Autriche, sur la question des Balkans. À Belgrade, le régime nationaliste de plus en plus vociférant convoite ouvertement les territoires slaves du sud de l'Empire. L'Autriche-Hongrie sort apparemment de la crise la tête haute, mais son succès est fragile pour plusieurs raisons. D'une part, le nationalisme serbe n'est pas décapité. D'autre part, la Russie guette l'heure de la revanche.

Lors de la deuxième guerre balkanique, Vienne est prêt à intervenir contre la Serbie, mais l'Allemagne l'en dissuade et Autriche-Hongrie se retrouve complètement isolée. Elle doit se contenter d'observer sans pouvoir intervenir dans le démantèlement des territoires balkaniques de l'Empire ottoman. Elle ne peut éviter ce qu'elle redoutait : la formation d'une grande Serbie, plus forte que jamais qui constitue une menace croissante pour l'Autriche-Hongrie.

Les projets d'une seconde ligue balkanique sous les auspices de la Russie, qui constituent une menace directe pour la pérennité de l'Empire, commencent à se préciser. Ce péril devient une véritable obsession chez les responsables politiques autrichiens au cours de l'été 1914. Le 28 juin 1914, l'assassinat à Sarajevo de l'archiduc héritier de François-Ferdinand, est ressenti comme une provocation de la part de Belgrade qui bénéficie de l'appui russe. L'Empire est assuré cette fois-ci du plein soutien de l'Allemagne et estime, pour la première fois en quarante ans, que seule la guerre peut résoudre la question du nationalisme des Slaves du Sud.

### Les pays intervenant indirectement

#### La Grande Bretagne : sauvegarder l'Empire ottoman

Après le congrès de Vienne, la France cesse d'être le sujet d'inquiétude de la Grande-Bretagne. Son centre d'intérêt se déplace vers l'Empire ottoman fragilisé par le mouvement des nationalités qui s'y développent. L'Empire ottoman possède en effet, les « Détroits » convoités par la Russie. La Grande-Bretagne voulant rester seule maître de la Méditerranée, emploiera tous les moyens pour empêcher les Russes d'y pénétrer. L'intégrité de l'Empire ottoman sera longtemps, pour Londres, un principe sacré.

#### Bloquer le débouché de la Mer Noire

Le traité d'Unkiar-Skelessi de 1833 a établi un protectorat unilatéral des Russes sur l'Empire ottoman. Ce traité inquiète au plus haut point la Grande-Bretagne qui attend la première opportunité pour le remettre en cause. Celle-ci se présente en 1839 lorsque la flotte du sultan de Constantinople est écrasée par celle de son vassal égyptien. Le sultan a d'ailleurs été poussé à entrer en conflit contre son vassal par les Anglais... En juillet de la même année, la Grande-Bretagne réussit à convaincre les autres puissances européennes de la nécessité de placer la Turquie sous leur protectorat collectif ce qui met fin au protectorat unilatéral russe. En juillet 1841, la convention de Londres instaure une règle de droit international pour l'utilisation des Détroits : en temps de guerre, le Bosphore et les Dardanelles restent fermés aux flottes de toutes les puissances. La Russie ne peut plus accéder directement en Méditerranée. Pour un temps, la « question d'Orient » est réglée dans le sens voulu par Londres.

Lorsque la Russie occupe la Moldavie et la Valachie, la Grande-Bretagne, de plus en plus réticente à la politique expansionniste russe dans l'Empire ottoman, offre au sultan l'appui de sa flotte et s'engage dans la guerre au côté de la France.

Au traité de Paris (mars 1856) qui met fin à la guerre de Crimée, la Grande-Bretagne apparaît comme le grand vainqueur. Outre la garantie de blocage des Détroits à la flotte russe, Londres obtient une magnifique garantie supplémentaire : la neutralisation de la mer Noire.

#### Maintenir un statu quo dans les Balkans

En août 1875, après l'insurrection en Bosnie-Herzégovine, la Serbie et le Monténégro déclarent la guerre à l'Empire ottoman. Les répressions sont violentes. En Angleterre, l'opposition libérale dénonce les horreurs perpétrées en Bulgarie par les troupes ottomanes tandis que Lord Gladstone

publie en 1876 un pamphlet « les atrocités de Bulgarie et la question d'Orient » dans lequel il oppose au cynisme du Foreign Office une vision fondée sur l'interventionnisme britannique.

Mais le Premier ministre Benjamin Disraeli, par nature sceptique envers les mouvements de libération des populations balkaniques, reste fidèle à la ligne de la diplomatie britannique : maintenir l'intégrité de l'empire ottoman pour y sauvegarder l'influence anglaise et pour défendre les routes de Méditerranée orientale contre l'avancée des russes. Tout au plus accepterait-il quelques modifications dans les Balkans si la Grande-Bretagne pouvait en tirer des avantages politiques et financiers en particulier dans la consolidation de la dette ottomane.

C'est dans ce but que les Britanniques organisent, en décembre 1876, la tenue d'une conférence internationale à Constantinople. La France, l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne, l'Italie et la Russie y participent. Londres se rend compte que plus personne ne veut défendre l'intégrité de l'Empire ottoman d'Europe. Il faut donc faire des concessions, tout en limitant les dangers d'une « descente » russe vers les Détroits. Russes et Britanniques parviennent à se mettre d'accord : une certaine autonomie sera accordée aux peuples chrétiens de l'Empire tandis que la création de deux Bulgarie autonome est envisagée. Par ailleurs, Londres fait pression sur le sultan pour qu'il mette en place des réformes. Mais le parti Jeune-turc refuse un tel recul de l'autorité ottomane sur l'Empire et la conférence se termine par un constat d'échec en janvier 1877. Le 24 avril 1877, la Russie déclare la guerre à la Turquie.

#### Le congrès de Berlin : une politique dans les Balkans plus active

La Grande-Bretagne commence par observer avec neutralité le conflit russo-turque et se réjouit même de voir les deux adversaires s'enliser dans des conflits épuisants. Mais bientôt les Russes menacent Constantinople. Pour Londres, la Russie est allée trop loin : Disraeli met en garde Saint-Pétersbourg, remplace Lord Derby au Foreign Office, jugé trop tiède, par Lord Salisbury et dépêche l'escadre de la Méditerranée au large des côtes turques. Sous le coup de l'ultimatum britannique, les armées du tzar s'arrêtent devant Constantinople.

Alors que la Russie signe avec l'Empire ottoman le traité de San Stephano mettant fin à la guerre russo-turque, la diplomatie britannique adopte enfin une politique plus nette qui tranche avec sa réserve précédente. Pour Londres, il est maintenant évident que l'Empire ottoman ne peut être conservé intact en Europe. Des transformations sont acceptables à condition de ne pas se faire au profit d'un seul. Il faut donc obtenir des gages et des appuis pour freiner les ambitions russes. La Grande-Bretagne envisage dès lors une politique de rapprochement avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Une entente avec les deux empires centraux pourrait, en effet, être profitable pour son expansion hors d'Europe. Refusant le fait accompli du traité de San Stephano, Londres rappelle alors ses réservistes tandis que la flotte est mise en alerte. C'est devant la détermination de la Grande-Bretagne et le front uni de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, que la Russie,

isolée, est obligée d'accepter la tenue du Congrès de Berlin qui révisé les clauses du traité de San Stephano.

Lors de ce congrès, la Grande-Bretagne joue un rôle essentiel dans les débats dont elle tire de grands profits. Par l'accord du 4 juin 1878 les Ottomans lui abandonnent l'île de Chypre. Bismarck accepte cet accord contre l'engagement anglais de défendre l'intégrité de l'Empire ottoman en Asie et d'interdire le passage de navires de guerre étrangers dans les Détroits. Une nouvelle base de la puissance britannique en Méditerranée s'ajoute à Gibraltar et à Malte. La Grande-Bretagne inaugure une politique extérieure plus active, plus entreprenante, qui s'organise autour d'un «triangle» fondamental : Constantinople – Egypte - Empire des Indes.

Au lendemain du congrès de Berlin, le tzar déclare « morte » l'Entente des Trois Empereurs. A Londres, Disraeli peut se réjouir « Notre grand objectif était de briser l'alliance des trois Empires... Jamais nous n'avons atteint un objectif aussi ambitieux de façon aussi parfaite<sup>3</sup> ».

#### Du « splendide isolement » à la Triple-Entente

Si en 1880 la Grande-Bretagne se lance, comme les autres grandes puissances, dans la constitution d'un vaste empire, en revanche, en Europe, Londres adopte le «splendide isolement». Cette expression correspond au refus de voir le Grande Bretagne liée par des engagements contractés en temps de paix. Lorsque les diplomates britanniques mènent des négociations avec une autre puissance pour régler un litige, leurs calculs reposent avant tout sur l'évaluation très localisée des menaces et des soutiens possibles. Ainsi, à la fin des années 80, la Grande-Bretagne accepte de se rapprocher de l'Italie et de l'Autriche-Hongrie pour mieux consolider ses intérêts en Méditerranée. A l'époque, le système commercial britannique repose sur de forts échanges avec l'Empire des Indes ; la route qui y conduit, via la Méditerranée, l'Egypte (Suez), la mer Rouge, est l'objet de toutes les attentions anglaises.

Il faut attendre le début du XX<sup>e</sup> siècle pour que la Grande-Bretagne sorte de son attitude de repli en Europe. En 1904, elle met fin à plusieurs décennies de rivalité avec la France en parvenant à l'Entente cordiale (1904). Avec la réconciliation anglo-russe, les trois puissances forment la Triple-Entente (1907), destinée à faire face à la Triple-Alliance, qui réunit l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie.

Lorsque la crise dans les Balkans survient en août 1914, les relations anglo-allemandes se sont apaisées depuis le début de l'année 1914. Mais la menace allemande contre la France et la violation de la neutralité belge obligent la Grande-Bretagne à déclarer la guerre à l'Allemagne. Le 3 septembre 1914, la Grande-Bretagne, la France et la Russie s'engagent à ne pas conclure de paix séparée.

---

<sup>3</sup> Histoire des relations internationales, Tome 1. Charles Zorgbibe, p23.

L'Allemagne : ancrer la construction de l'Allemagne puis concurrencer l'Angleterre

L'avènement de l'Empire allemand en 1871 provoque un bouleversement complet de l'équilibre européen. Par son poids démographique, économique et militaire, mais aussi sa volonté de puissance, alimentée par les victoires de 1866 et 1870, elle inquiète ses voisins. Bismarck, conscient des sentiments d'hostilité dont les Allemands peuvent être l'objet, va adopter une politique extérieure prudente, se limitant au gel de la position allemande en Europe.

### Bismarck et les Balkans : un désintéret manifeste

Sur la « question d'Orient », la position de Bismarck ne variera jamais. Dès 1862, après avoir pris en charge la diplomatie prussienne, il proclame : « C'est un terrain sur lequel nous pouvons être utiles à nos amis et nuisibles à nos ennemis sans être trop entravés par nos intérêts propres ». En octobre 1876, il développe la même idée : « Notre objectif essentiel ne réside pas dans telle ou telle nouvelle configuration de l'Empire turc, mais dans la position que les puissances alliées occupent vis-à-vis de nous et entre elles... L'important est de savoir si les désordres de la crise orientale nous vaudront une brouille durable avec l'Angleterre ou, ce qui serait pire, avec l'Autriche ou, pire encore, avec la Russie, non de suivre les rapports de la Turquie avec ses sujets ou avec les puissances européennes. » A la fin 1876, le chancelier est encore plus péremptoire « Il n'y a rien à gagner pour l'Allemagne dans les Balkans, rien qui pût valoir ne fût-ce que la saine carcasse d'un seul fantassin poméranien<sup>4</sup> ».

Après 1870, le chancelier ne craint qu'une seule chose : la revanche de la France. Il va dès lors consacrer toute son énergie à nouer des alliances avec les autres puissances européennes pour mieux isoler son ancien adversaire. Entre 1873 et 1890, trois systèmes d'alliance mis en place par Bismarck vont se succéder. Mais ces alliances ne résisteront pas longtemps aux ambitions contradictoires des différents partenaires devant les dépouilles de l'Empire ottoman. Malgré son dédain manifeste pour les Balkans, le chancelier Bismarck sera confronté aux problèmes soulevés par le déclin de l'Empire ottoman.

### Le premier système bismarckien à l'épreuve du congrès de Berlin

Le premier système d'alliance est signé en 1873 entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Russie. Les trois empereurs signataires affirment leur volonté de mener une lutte commune contre l'Internationale et se portent garants de l'ordre européen contre les risques révolutionnaires quelles qu'en soient les origines. Mais les questions les plus délicates, en particulier celles qui opposent Autriche-Hongrie et Russie, ne sont pas résolues.

---

<sup>4</sup> Charles Zorgbibe « Histoire des relations internationales ». Tome 1., p19.

Cette première alliance ne résistera pas au congrès de Berlin de 1878.

Lors de ce congrès, Bismarck se montre avant tout soucieux de parvenir à un accord entre « les puissances », particulièrement entre ses alliés russe et autrichien. Mais, malgré l'influence du chancelier allemand, l'acte final amende le traité de San Stefano dans un sens nettement défavorable à la Russie. Au lendemain du congrès de Berlin, les gouvernants russes, qui ont dû renoncer à la création de la « Grande-Bulgarie » et se contenter des maigres annexions de Kars et de Batoum, ont le sentiment d'avoir été victimes de la mauvaise volonté allemande. Le tzar déclare « morte » l'Entente des Trois Empereurs. La rivalité austro-russe est ravivée : la multiplication des « principautés » crée un vide politique et favorise les luttes d'influence et les intrigues entre Vienne et Saint-Pétersbourg. De son côté, l'Autriche refuse de ressusciter l'alliance des trois empereurs et tente de se rapprocher de la Grande-Bretagne.

L'Allemagne se retrouve ainsi isolée par le reclassement qui s'opère entre les puissances européennes. La fin du premier système bismarckien marque l'échec de la tentative allemande de geler la situation en Europe après l'achèvement de l'unité allemande. Le chancelier allemand doit rechercher de nouvelles constructions diplomatiques.

### Le deuxième système bismarckien ou les difficultés pour concilier Vienne et Saint-Pétersbourg

Bismarck s'emploie alors à mettre sur pied une deuxième alliance. Ce deuxième système est un ensemble contradictoire composé de deux éléments : le traité austro-allemand (octobre 1879) dirigé contre la Russie et l'accord secret austro-germano-russe (juin 1881) représentant une garantie pour l'Allemagne en cas de guerre franco-allemande.

Pour maintenir l'Autriche-Hongrie et la Russie dans la mouvance allemande, malgré les risques d'affrontement entre ces deux puissances dans les Balkans, Bismarck choisit Vienne comme alliée privilégiée et maintient un lien avec la Russie.

Dans le rapprochement avec Vienne, Bismarck souhaite avant tout rétablir l'alliance défensive. Mais les désirs de Bismarck ne sont réalisés que très partiellement. Tout d'abord, Alexandre II (été 1879) exige de Guillaume Ier la définition de sa ligne diplomatique pour l'avenir, accusant le chancelier Bismarck d'entretenir la confusion et les tensions. Ensuite Vienne semble plus réticente devant la perspective d'une alliance défensive généralisée, qui l'impliquerait dans un conflit franco-allemand. Bismarck menace de démissionner : un rapprochement avec l'Empire tsariste ne pourrait se faire qu'au détriment du rapprochement avec l'Autriche et isolerait complètement l'Allemagne en la mettant à la merci de la Russie.

Finalement, un traité est signé en octobre 1879 entre Berlin et Vienne. Cette alliance austro-allemande, la « Duplice », prévoit une assistance militaire au cas où l'une des deux puissances serait attaquée par la Russie et une « neutralité bienveillante » si l'agresseur est une autre

puissance. La Duplice donne satisfaction à l'Autriche, inquiète des ambitions russes, l'Allemagne ne se trouve pas garantie à l'ouest.

Pour combler cette lacune, Bismarck doit ressusciter l'Entente des Trois Empereurs. Face à l'intransigeance de l'Autriche qui veut garder l'exclusivité de l'alliance allemande et qui ne voit dans cette alliance qu'une limite à sa liberté d'action dans les Balkans, Bismarck doit envoyer un véritable ultimatum pour faire plier Vienne. Le nouveau traité des Trois Empereurs est signé le 10 juin 1881. Il ne constitue pas une véritable alliance, mais un engagement de neutralité réciproque et bienveillante, en cas de conflit avec une quatrième puissance ainsi que l'amorce d'une politique commune envers l'Empire ottoman. Vienne et Saint-Pétersbourg s'engagent à ne pas modifier unilatéralement la situation dans les Balkans. Cette clause est complétée par un protocole séparé qui leur accorde des satisfactions dans les Balkans : l'Autriche-Hongrie obtient de pouvoir annexer à terme la Bosnie-Herzégovine dont elle a reçu l'administration depuis 1878 tandis que la perspective d'une réunion de la Bulgarie et de la Roumélie est promise à la Russie. Conclue pour trois ans en 1881, la nouvelle version de l'alliance des trois empereurs est renouvelée en 1884.

#### Le dernier système bismarckien : Triple et traité de contre-assurance

Enfin une Triple-Alliance, alliance secrète austro-germano-italienne est signée en mai 1882. Cette alliance, exclusivement défensive, sera renouvelée en 1887. En mai de la même année des accords méditerranéens seront noués, avec l'appui de Bismarck, entre Angleterre, Italie, Autriche-Hongrie et Espagne, pour assurer le maintien du statu quo en Méditerranée. Ce dernier système bismarckien, même s'il associe des éléments contradictoires, a donc toujours la même perspective geler la situation en Europe en contrecarrant les désirs de revanche de la France.

En 1887, le traité des Trois Empereurs n'est pas renouvelé à cause des tensions croissantes entre Russie et Autriche-Hongrie. Bismarck signe alors avec la Russie un traité ultra-secret de «contre-assurance» (juin 1887), qui prévoit la neutralité allemande en cas d'attaque de la Russie par l'Autriche. Cette alliance ne résistera pas longtemps aux intérêts des groupes économiques et aux vues nouvelles des cercles dirigeants allemands.

#### Le renvoi de Bismarck et l'amorce d'une nouvelle politique

Le traité de contre-assurance vient à expiration en juin 1890. Au même moment, à Berlin, la politique bismarckienne vis-à-vis de la Russie est mise en cause par les militaires (inquiets des armements russes) par les diplomates (qui jugent contradictoire de vouloir à la fois l'alliance avec Vienne, Londres et Saint-Pétersbourg) mais également par les grands propriétaires terriens (qui subissent la concurrence des céréales exportées par les Russes). L'alliance avec la Russie n'est plus jugée vraiment nécessaire. En Russie, le même sentiment prévaut.

En désaccord avec l'empereur Guillaume II sur la question de la politique coloniale, Bismarck doit se retirer en mars 1890.

Le limogeage de Bismarck provoque la mise en place d'un nouveau système d'alliances qui introduit un durcissement dans les relations internationales et contribue notamment à aggraver les risques d'affrontement dans cette poudrière que représentent de plus en plus les Balkans. Guillaume II et le nouveau chancelier allemand Von Caprivi refusent de signer à nouveau le traité de réassurance ce qui entraîne le rapprochement politique franco-russe tandis que l'Italie se fixe de plus en plus dans le camp allemand.

### L'Allemagne de Guillaume II : Drang Nach Osten

Au début de son règne, le sultan turque Abduh-Hamid cherche un contrepoids à l'Angleterre (pourtant l'allié traditionnel mais dont il commence à douter). Aussi multiplie-t-il les « ouvertures » en direction de Berlin. L'Allemagne apparaît à cette époque comme l'arbitre de l'Europe avec une armée qui a été victorieuse à Sadowa et Sedan. D'ailleurs cette armée fournit déjà des instructeurs à l'Empire depuis 1830. Enfin et contrairement aux autres puissances européennes, l'Allemagne ne menace pas l'intégrité de l'Empire : elle ne nourrit pas d'ambition territoriale en Asie Mineure. L'Allemagne semble donc le partenaire idéal.

Pourtant, l'Allemagne de Bismarck n'a pas répondu à cette attente, malgré quelques éléments de coopération comme la mission d'officiers allemands en 1882, la concession, en 1889, des voies ferrées vers Ankara et Konya ainsi que des mines situées le long du tracé et un traité de commerce en 1890. Il faut attendre le renvoi de vieux chancelier pour que l'empereur Guillaume II dote l'Allemagne, avec la Weltpolitik, d'instruments lui permettant de se faire une place au soleil par la conquête coloniale. La Turquie va ainsi devenir l'un des sites privilégiés de la présence allemande dans le monde lui permettant de développer des sphères d'influence qui serviront son expansion économique et sa volonté de puissance. C'est le Drang Nach Osten.

La période est très favorable : l'Angleterre vient de se « disqualifier » avec la diplomatie des droits de l'homme de Gladstone, la Russie s'engage en Extrême-Orient et l'Autriche-Hongrie, prise dans ses difficultés intérieures, adopte une diplomatie « de réserve et d'effacement ». Dès 1889, Guillaume II assure le sultan de son amitié. En 1898, le tournant est pris : l'alliance avec l'Allemagne devient la pièce maîtresse de la diplomatie ottomane. Elle se concrétise par deux éléments majeurs. D'une part, l'état-major allemand devient le tuteur exclusif de l'armée ottomane, il forme ses cadres et fournit des instructeurs et l'équipement en armements. D'autre part, les entreprises allemandes remportent la « grande affaire » du chemin de fer de Bagdad.

La liaison ferroviaire entre Constantinople et le golfe Persique revêt pour l'Empire ottoman, un intérêt militaire, politique mais aussi économique. Pour Berlin, ce chemin de fer, avec sa prolongation éventuelle vers le Koweït, permettra de concurrencer la Grande-Bretagne dans la

région. En 1913, l'Angleterre accepte l'extension de la ligne jusqu'au Golfe. Un an plus tard, à la veille du premier conflit mondial, les Anglais octroient 25 % des parts de la Turkish Petroleum à la Deutsche Bank<sup>5</sup>.

### Un affaiblissement des liens dans la Triple

Lors de la première guerre balkanique, la Triple montre une forte cohésion : lorsque l'Autriche oppose son veto à l'accès de la Serbie à la mer Adriatique, l'Allemagne et l'Italie la soutiennent fermement. L'alliance est d'ailleurs renouvelée en décembre 1912, pour la sixième fois. Pourtant, l'Allemagne est inquiète : son principal allié, l'Autriche, est affaibli par des conflits de nationalités tandis que la Russie, chassée d'Extrême-Orient, donne à nouveau priorité aux questions balkaniques. Parallèlement, l'attitude italienne se fait incertaine : une sourde hostilité l'oppose à l'Autriche sur l'évolution des Balkans, en particulier pour l'Albanie. La situation dans les Balkans devient plus menaçante d'autant que l'Autriche-Hongrie et la Russie s'engagent dans une politique extérieure active.

La France : rechercher une alliance contre l'Autriche

La politique française dans les Balkans cherche surtout une « alliance de revers » qui l'aidera dans sa lutte contre les Habsbourg. Cette politique, inaugurée dès le XVI<sup>e</sup> siècle par François 1<sup>er</sup> avec son alliance turque, se poursuit tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle. A la veille du premier conflit mondial, l'Empire ottoman, en constant recul, est remplacé, dans cette alliance, par la Russie.

### La France et la guerre de Crimée : les raisons d'un engagement

Plusieurs raisons expliquent l'engagement de la France aux côtés de la Grande-Bretagne dans la guerre de Crimée. Tout d'abord, une grande partie de l'élite politique et intellectuelle parisienne méprise la Russie et la considère comme un État despotique, ennemi du libéralisme. Isoler Saint-Pétersbourg en obtenant la neutralité des Prussiens et des Autrichiens pour pouvoir prendre la défense de l'Empire ottoman et garantir ainsi la liberté du passage dans les détroits, c'est en même temps se donner la possibilité de revenir sur les traités du congrès de Vienne. Enfin, Napoléon III, en offrant ses bons offices à la Grande Bretagne, songe aussi à effacer l'impression fâcheuse produite par son coup d'Etat du 2 décembre 1851.

Après la chute de Sébastopol, les représentants de la France, de la Russie, de l'Empire ottoman, du Royaume-Uni et de la Sardaigne se retrouvent à Paris en mars 1856. La Moldavie et la

---

<sup>5</sup> Les Allemands et leurs alliés turcs devront mener trois tentatives vers Koweït-ville avant de voir leur effort couronné de succès. En effet, la Grande-Bretagne, inquiète de la percée allemande par le nord dans cette région, s'y oppose par tous les moyens.

Valachie sont libérées du protectorat russe et formeront, trois ans plus tard, la «Principautés unies de Moldavie et de Valachie » grâce à l'appui de Napoléon III. Le traité de Paris apparaît, aux yeux de l'Europe, comme une revanche voulue par Napoléon III sur le congrès de Vienne. Ce traité consacre le rôle de premier plan repris désormais par la France sur le plan international. Désormais, le front des grandes monarchies conservatrices qui ont construit l'ordre de Vienne est rompu. Ces données nouvelles servent la politique révisionniste voulue par la France et Napoléon III. Pour lui, cette révision doit intégrer les aspirations des peuples. Par la place qu'il accorde aux revendications nationales, le congrès de Paris constitue une étape essentielle vers la création de nouveaux États. Après le traité de Paris, la France opère une réorientation politique et diplomatique majeure. Plutôt que vers l'Autriche, Napoléon se tourne vers la Grande-Bretagne libérale et vers le Piémont.

### La France et les mouvements nationalistes

Les nationalismes pèsent sur les relations internationales parce qu'ils mettent en cause les intérêts des grandes puissances. La France joue ainsi un rôle actif dans l'unification italienne qui contribue à l'affaiblissement de l'Autriche. De même, elle favorise le développement d'un mouvement national allemand au profit de la Prusse et laisse en 1866 se réaliser la puissance prussienne. Ce soutien apporté par Napoléon III aux causes d'unification rejoint ses vues révisionnistes. Jusqu'en juillet 1859, il travaille à l'affaiblissement des deux puissances qui sont les garantes de l'ordre de Vienne, la Russie et l'Autriche, tandis qu'il ménage la Grande-Bretagne. Des contradictions surgissent cependant dans l'attitude française à partir de juillet 1859 puisque Napoléon III s'efforce de freiner des mouvements qu'il a lui-même lancés.

Mais l'Empire commence à essuyer des échecs en matière de politique étrangère. C'est tout d'abord le désastre de l'affaire mexicaine puis l'effondrement « trop rapide » de l'Autriche à Sadowa face à la Prusse. Les «compensations » que Napoléon III demande à Bismarck pour ne pas être intervenu dans le conflit lui sont vertement refusées : la France ne pèse plus sur la diplomatie européenne. La chute de l'Empire est consommée avec le désastre de Sedan. Pour oublier ses déboires sur le continent européen, la France se lance dans une grande politique coloniale en Afrique et dans la péninsule indochinoise.

### Une période de repli

A l'issue de la guerre franco-allemande, la France adopte une attitude de repli sur le continent qui apparaît clairement lors de la guerre russo-turque de 1877. Alors que le tsar déclare qu'il agira par les armes si les grandes puissances ne se décident pas à intervenir vigoureusement auprès du gouvernement ottoman, la France (comme la Grande-Bretagne) continue de rester fidèle à sa ligne diplomatique. Elle veut ménager la Turquie pour y sauvegarder son influence et mieux

tenir en lisière le créancier ottoman. Cette timidité franco-britannique déterminera la Russie à intervenir militairement contre l'Empire ottoman. Comme l'Autriche et la Grande-Bretagne, la France refuse les clauses du traité de San Stefano. Elle participe au traité de Berlin, mais son effacement diplomatique ne lui permet pas d'y jouer un rôle important face à la prépondérance de l'Angleterre et de l'Allemagne.

### L'alliance franco-russe à l'épreuve des Balkans

Tout oppose la République française, démocratique, anticléricale et refuge des terroristes russes, à l'autocratie tsariste. Cependant la France connaît depuis 1870 un fort isolement diplomatique et doit absolument trouver des appuis. De son côté, la Russie, qui a de plus en plus le sentiment d'avoir été grugée par l'alliance des trois empereurs, cherche d'autres partenaires. Aussi, dès la fin des années 1880, Paris entreprend les premières négociations en direction de Saint-Pétersbourg. Un premier accord politique, signé en 1891, est suivi, un après, d'une convention militaire secrète, dirigée contre l'Allemagne. Ces deux accords sont ratifiés en 1893 et accompagnés d'une aide financière française en faveur de l'empire russe. Ce rapprochement est rendu possible pour plusieurs raisons. D'une part l'attitude plus ferme et plus répressive de la France vis-à-vis de la montée du socialisme et des attentats anarchistes rassure le tsar Alexandre III. D'autre part, les finances russes sont dans un état déplorable et le soutien financier français devient indispensable.

Pourtant, dès la fin de l'année 1895, la diplomatie française manifeste clairement les limites de sa collaboration. Dans l'Empire ottoman où la débâcle financière s'accroît, des secousses nationales de plus en plus marquées ébranlent le vieil édifice. En décembre 1895, interrogé par son allié russe sur son soutien en cas de conflit dans les Balkans, le Quai d'Orsay fait savoir que seule une question d'intérêt national, comme l'Alsace-Lorraine, entraînera une action militaire de la France. Autrement dit, pour la France, les Détroits ne justifient pas le risque d'un conflit. De fait, les responsables politiques français répugnent à trop s'engager aux côtés de la Russie. Il faut attendre mai 1896 pour que les relations franco-russes reprennent de leur vigueur avec l'autorisation d'un nouvel emprunt. Si cet emprunt est un succès, dans l'opinion publique française la russophilie subsiste toujours, on observe toujours, sur le plan diplomatique, une certaine réserve qui tourne bientôt à la divergence. En septembre 1896, la Russie entame une politique plus audacieuse dans les Balkans et préconise une intervention directe sur les rives du Bosphore pour mettre fin au désordre généralisé dans l'Empire ottoman. Les diplomates français, les investisseurs français menés par la Banque Impériale Ottomane, les créanciers de la dette ottomane représentés par les délégués du Conseil de la Dette, redoutent par dessus tout la désintégration de l'Empire ottoman. Aussi, proposent-ils une autre solution : les structures administratives et financières doivent être sensiblement renouvelées sous l'autorité des Puissances.

Le Conseil de la Dette, où siègent des représentants des porteurs de six pays, sera chargé de cette tâche. Il superviserait la réalisation des réformes et exercera un contrôle sur le plan financier. La Russie, qui n'y a pas de représentant, pourra être appelée à siéger au Conseil. Or, malgré l'insistance du Quai d'Orsay, malgré les pressions des financiers français, la Russie repousse le plan français. En mars 1897, la diplomatie russe sonde à nouveau les intentions de l'allié français en cas de conflit avec l'Autriche-Hongrie à propos des Balkans. Une fois encore, la France affirme hautement sa neutralité, et dit qu'elle ne pourra, au mieux qu'inciter l'Allemagne à adopter une semblable attitude. C'est là le maximum possible de la contribution française.

En définitive, l'alliance franco-russe ne répond pas bien aux visées expansionnistes des deux protagonistes : elle est trop axée sur la situation européenne et ne vise qu'à équilibrer la menace de la Triple.

### Coopération économique franco-allemande dans les Balkans

Paradoxalement, à la fin du siècle, l'entente avec l'Allemagne semble meilleure qu'avec la Russie au sujet des Balkans. Il faut dire que les intérêts financiers des banques et des prêteurs français et allemands sont intimement mêlés (accords signés en 1894 par un consortium de banques françaises avec des banques allemandes). Les deux pays s'accordent à refuser le dépeçage territorial de l'Empire et chacun entend tirer profit de la politique de « porte ouverte ». Celle-ci se traduit par d'importants investissements dans les chemins de fer. L'ampleur de la tâche et l'importance des capitaux mobilisables implique une répartition des rôles. Les coopérations économiques franco-allemandes sont importantes dans la région, en particulier en Roumanie. Mais lorsqu'en 1903, la Banque impériale ottomane, émanation des banques françaises, se montre disposée à œuvrer aux côtés de la Deutsche-Bank à la réalisation du Bagdadbahn, le Quai d'Orsay adresse aux turcs de sévères mises en garde, montrant ainsi jusqu'où peut aller la coopération.

### Le soutien offert aux Etats balkaniques

D'ailleurs en ce début de siècle, la France commence sensiblement à se détacher de l'Empire ottoman et apporte plutôt son soutien aux Etats balkaniques en fonction de leur plus ou moins grande hostilité à l'Autriche-Hongrie et à l'Allemagne. Elle manifeste aussi le souci de renforcer l'alliance franco-russe en aidant elle-même les pays clients de la Russie. En 1906, 1909 et 1913, elle accorde à la Serbie des emprunts d'un montant de 495 millions de francs pour l'achat d'armes sur le marché français. En 1912, elle appuie diplomatiquement les quatre alliés balkaniques et la Bulgarie contre la Turquie. Elle soutient la Serbie, le Monténégro et la Grèce. Elle favorise le tracé de frontières le plus favorable possible à ces trois derniers pays au

détriment de la Bulgarie vaincue et du nouvel Etat albanais dont la création est parrainée par l'Autriche-Hongrie.

### La Triple Entente

Malgré leurs différends coloniaux, la France et la Grande-Bretagne entreprennent un rapprochement : la pression militaire représentée par la constitution de la Triple-Alliance favorise une telle démarche. Entre 1904 et 1906, plusieurs accords diplomatiques et militaires sont signés. En août 1907, l'accord entre le Royaume-Uni et la Russie est signé. Un acte, officialisant l'entente entre la France, la Russie et le Royaume-Uni, est enfin paraphé le 3 septembre 1914. Les tensions qui ont suscité, d'une part, la Triple-Entente et, d'autre part, la Triple-Alliance deviennent plus importantes.

L'Italie : l'existence en tant que nation et l'accès au rang de grande puissance

Après le passage des armées napoléoniennes et à l'issue du traité de Vienne, seuls les royaumes de Naples, de Piémont-Sardaigne et les États du Saint-Siège restent indépendants, du moins théoriquement, tant l'influence de Vienne se fait sentir. La Restauration, conduite par l'Autriche, trouve des adversaires chez les patriotes libéraux, bourgeois, militaires et tous ceux qui veulent voir « resurgir » la nation italienne. Les révolutions qui éclatent entre 1821 et 1848 sont à chaque fois écrasés par les troupes autrichiennes.

### L'unité italienne et la guerre de Crimée

En 1849, le royaume de Piémont-Sardaigne accède à l'indépendance. En 1852, Cavour alors président du Conseil, s'emploie à faire valoir les droits de son pays. Diplomate lucide, il devine que l'unité italienne ne pourra se faire sans l'appui des grandes puissances. En 1855, il engage son pays dans la guerre de Crimée, aux côtés de la Grande-Bretagne et de la France : il espère ainsi obtenir les faveurs du Royaume-Uni et de la France, ainsi que leur aide pour expulser l'Autriche de ses possessions italiennes. L'accueil favorable, et non dénué de calcul, que la France et la Grande-Bretagne font à la proposition d'alliance de Cavour forcera l'Autriche à rejoindre le camp franco-britannique. Dès le traité de Paris, en 1856, en soulevant la question italienne, Cavour peut réclamer l'application du principe des nationalités, avec le soutien de Napoléon III. De fait, le calcul de Cavour se révélera juste. La France et le royaume de Piémont-Sardaigne s'allient en 1858 contre l'Autriche et la contraignent, après les victoires de Magenta et Solferino, à quitter la Lombardie. Le royaume d'Italie naît à Turin, le 17 mars 1861.

### L'alliance avec la Prusse

L'Italie, désireuse de s'élever au rang de grande puissance, est persuadée que l'association avec l'Allemagne de Bismarck lui facilitera l'entrée dans le «concert des Grands ». En 1866, abandonnant ses prétentions sur le Trentin, l'Italie s'allie à la Prusse contre l'Autriche dans l'espoir de récupérer ses dernières terres occupées par les Habsbourg. La victoire prussienne de Sadowa lui permet d'annexer la Vénétie. En 1870, profitant des déboires de Napoléon III dans la guerre franco-allemande, les Italiens prennent Rome et en font leur capitale. Trente et Trieste, les terres irrédentes, restent cependant encore dans l'escarcelle autrichienne.

### L'irrédentisme et le congrès de Berlin

La construction nationale italienne passe encore par une politique extérieure active. Dans les années 1870, un mouvement politique émerge en Italie réclamant l'annexion de territoires considérés comme historiquement italiens : Italia irredenta, « Italie non rachetée ». Ce mouvement irrédentiste prolonge la vague de nationalisme qui a réalisé l'unité de la péninsule en 1861. Il regroupe en réalité des extrémistes qui ne se résignent pas à voir des populations de langue italienne rester en dehors de la communauté nationale. Les territoires revendiqués sont en majorité des possessions de l'Empire austro-hongrois (Istrie, Dalmatie, sud du Tyrol, Trentin). Lors du congrès de Berlin, aucune compensation n'est accordée à l'Italie contre son consentement à l'occupation de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche. Cette humiliation renforce la flambée d'irrédentisme. Les dirigeants tiraillés entre la nécessité de donner satisfaction à ce courant et la volonté de se faire reconnaître à l'extérieur en s'appuyant sur l'Allemagne, acceptent finalement de détourner les visées nationalistes vers les colonies en Méditerranée, prix à payer d'un rapprochement avec les puissances germaniques.

### La Triplice à l'épreuve de la crise bosniaque de 1908

L'Italie, toujours désireuse de s'élever au rang de grande puissance, reste persuadée que l'association avec l'Allemagne lui facilitera l'entrée dans le «concert des Grands ». Le 20 mai 1882, la Duplice devient la Triple-Alliance (ou Triplice), par un traité secret, conclu pour cinq ans, entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie.

L'annexion de la Bosnie-Herzégovine proclamée le 5 octobre 1908 par le gouvernement austro-hongrois va entraîner des dissensions au sein de la Triple-Alliance. Si les liens entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie sortent renforcés, en revanche l'Italie voit, dans cette annexion, une raison supplémentaire de se défier de Vienne qui la place devant le fait accompli. De plus cet événement survient alors que l'agitation irrédentiste en Italie reprend de l'ampleur et alors que les militaires autrichiens inclinent à préparer une solution de force pour en finir avec « l'agitation » italienne. Enfin, la péninsule balkanique est toujours considérée, par les Italiens,

comme une zone privilégiée du développement extérieur. Non seulement l'Italie ne tire aucun profit de la crise, mais elle se sent même chassée de la Dalmatie. Ce mécontentement italien explique le rapprochement opéré avec la Russie en octobre 1909. Victor-Emmanuel et Nicolas II signent un traité secret dans lequel ils s'accordent sur le maintien de l'intégrité de l'Empire ottoman, sur le soutien aux nations balkaniques et se donnent l'assurance de se consulter en cas de nouvelle initiative autrichienne. La Russie reconnaît, par ailleurs, les «droits» italiens sur la Tripolitaine.

La Triple Alliance semble donc perdre de sa réalité pour l'Italie. En fait, l'Italie ne cherche pas à rompre cette alliance : elle tire profit de la bonne entente avec Berlin pour son économie et escompte un jour monnayer sa «fidélité» à propos de la Tripolitaine. La Triple Alliance sera ainsi renouvelée en 1907, montrant que l'Italie demeure avant tout fermement ancrée dans la neutralité.

### La guerre italo-turque et les guerres balkaniques

Désireuse de trouver des « compensations » à la présence française dans le nord de l'Afrique et à la poussée balkanique de l'Autriche-Hongrie, l'Italie tourne ses yeux vers la Tripolitaine.

L'Italie adresse un ultimatum à Istanbul le 29 septembre 1911; ses troupes débarquent en Tripolitaine en octobre et occupent facilement la zone côtière. En réalité, une guerre longue commence. Dès lors, la question de la Tripolitaine prend une autre résonance. La faiblesse militaire turque incite d'autres compétiteurs à entrer en lice. En outre, cette nouvelle action militaire italienne inquiète les autres puissances. Pour tenter de vaincre, les Italiens portent la guerre en Méditerranée orientale. Ils bombardent les Dardanelles, s'emparent de Rhodes et des îles du Dodécanèse, effectuent des raids sur les Détroits s'attaquant ainsi à la Turquie elle-même. Alors que la menace d'une guerre entre la Ligue balkanique et l'Empire ottoman apparaît de plus en plus inévitable, la Turquie précipite les négociations de paix avec l'Italie qui sont signées en octobre 1912. L'Empire ottoman cède à l'Italie son autorité politique sur la Libye, l'Italie s'installe à Rhodes et dans les îles du Dodécanèse.

### La crise finale de l'été 1914

#### L'engrenage

Le 28 juin 1914, l'héritier du trône impérial austro-hongrois, l'archiduc François-Ferdinand, est assassiné à Sarajevo par des terroristes bosniaques favorables à l'unité des Slaves du Sud autour de la Serbie. La responsabilité de l'attentat est donc aussitôt attribuée à la Serbie.

Vienne est divisé sur la nature de la riposte : les militaires veulent en finir avec la Serbie, les diplomates souhaitent obliger la Serbie à un recul diplomatique définitif et les politiques pensent profiter des circonstances pour consolider et compléter le système d'alliances anti-serbes. En fait, la nature et l'ampleur de la contre-attaque dépendent du soutien allemand. De fait, Berlin, dès le 5 juillet, pousse son allié à utiliser au maximum cette opportunité. L'Autriche n'a que trop tardé à agir et l'Allemagne se tient prête à la soutenir, jusqu'et y compris, par les armes, contre la Serbie. Si la riposte est brutale et rapide, Berlin pense que les risques seront limités. La responsabilité manifeste des Serbes dans l'attentat dissuadera les Occidentaux de leur venir en aide, tandis que le soutien allemand empêchera la Russie d'entrer en conflit avec l'Autriche-Hongrie. Ainsi réconfortés, les Autrichiens se décident à l'action.

Le 23 juillet, Vienne adresse à Belgrade un ultimatum dont l'acceptation équivaldrait à la mise en place d'un protectorat autrichien sur la Serbie. Le 25 juillet, les Serbes, tout en acceptant une grande partie des exigences, refusent de laisser des enquêteurs autrichiens opérer sur leur sol. Vienne rompt ses relations diplomatiques avec Belgrade.

Les gouvernements français, russe, britannique, offrent alors des solutions de compromis pour éviter de laisser écraser les Serbes, sans afficher encore un engagement ferme à leurs côtés. Berlin et Vienne, misant toujours sur une action soudaine pour limiter les risques, écartent ces propositions. Le 28 juillet, l'Autriche-Hongrie déclare la guerre à la Serbie et bombarde Belgrade le lendemain. Parallèlement, Berlin et Vienne multiplient les mises en garde vis-à-vis de la Russie, pour éviter que celle-ci n'agisse et tentent de rassurer les Britanniques et les Français.

Le bombardement de Belgrade va cependant provoquer la réaction de Saint-Pétersbourg. Le 29, le tsar décrète la mobilisation partielle des troupes russes le long de la frontière avec l'Autriche. La mobilisation générale survient le 30. Dès lors, le conflit s'emballe. L'armée allemande commence à préparer sa mobilisation. Le gouvernement français est interpellé sur son attitude en cas de conflit germano-russe, tandis qu'un ultimatum est adressé à la Russie pour qu'elle cesse sa mobilisation. Le 1er août, n'ayant obtenu aucune réponse russe, l'Allemagne déclare la guerre à la Russie. Toute l'Europe de l'Est rentre donc en guerre.

A l'ouest, les Allemands croient encore possible la neutralité britannique. Le 2 août, suivant les plans de l'état-major allemand (basés sur une offensive conduite d'abord à l'ouest), un

ultimatum est adressé à la Belgique pour obtenir le libre passage des troupes allemandes. Le 3 août, la guerre est déclarée à la France. Jusque-là, les calculs allemands s'accomplissent conformément aux prévisions. Mais le 3 août, Londres adresse un ultimatum à Berlin pour demander le retrait des forces allemandes de Belgique. Le gouvernement allemand ne répond pas, la Grande-Bretagne bascule dans la guerre.

Les clauses de la Triple Alliance permettent à l'Italie de jouer la carte de la neutralité (elle était tenue de soutenir ses alliés seulement en cas d'attaque de ceux-ci par une tierce puissance). Le 6 août, l'Autriche-Hongrie à son tour déclare la guerre aux nations en guerre avec l'Allemagne. L'Europe de l'Ouest se trouve à son tour, plongée dans la guerre.

Les raisons de l'emballement vers guerre

Les dirigeants allemands sont persuadés du caractère inévitable d'un affrontement avec la France et la Russie. Ils craignent aussi de voir l'allié austro-hongrois, en proie à de graves troubles intérieurs liés aux nationalismes, s'enfoncer dans la décadence. Aussi, le soutien, quasi inconditionnel, de l'Allemagne à l'Autriche-Hongrie et la volonté manifeste des dirigeants allemands d'exploiter l'occasion offerte pour régler de façon définitive les différends avec la France et la Russie expliquent en grande partie l'engrenage des décisions.

Du côté russe l'ensemble des dirigeants, politiques et militaires, comme les intellectuels, pensent que l'expansion indéniable de la Russie nécessite une politique extérieure active, condition sine qua non pour entamer une rénovation salvatrice de l'empire. Les germanophobes sont, par ailleurs, persuadés que la guerre est inévitable avec l'Allemagne, ne serait-ce que pour régler le problème ottoman.

Les autres pays européens sont quant à eux plus indécis parce que plus divisés.

À Vienne comme à Budapest, beaucoup d'hommes politiques, conscients des difficultés intérieures que traversent leur pays respectif, incitent à la modération en politique extérieure.

En France, les divisions et les incertitudes sont très marquées. Si le Quai d'Orsay et le ministère de la Guerre pensent qu'il faut se préparer à la guerre contre l'Allemagne et donc maintenir à tout prix nos alliances, le pouvoir est plus réservé quant au choix des moyens pour endiguer la menace allemande. La tendance dominante reste pourtant, chez tous, la fermeté.

À Londres, les vues de plus en plus décidées des hauts fonctionnaires civils et militaires s'opposent à l'indécision des dirigeants libéraux. De plus, la Grande-Bretagne connaît au même moment, un début de guerre civile en Irlande. La tendance est donc à la prudence.

## Conclusion

L'étude des interventions des puissances européennes dans les Balkans au XIX<sup>e</sup> siècle met en évidence un certain nombre de constantes dans les objectifs poursuivis par ces pays. Puissance continentale par nature, la Russie cherche à s'emparer de fenêtres maritimes, en particulier des Détroits turcs. Peuple élu, seul respectueux de la "vraie foi", la Russie veut aussi offrir sa protection aux peuples orthodoxes sous la forme du panslavisme d'où des conflits incessants avec l'Empire ottoman et l'Autriche. L'Autriche est soucieuse de conserver son statut de grande puissance dans les Balkans. Elle cherche aussi et surtout à empêcher l'expansion de ses jeunes États voisins soutenus par la Russie. Lorsque la monarchie n'est plus capable d'affirmer sa suprématie par la guerre, elle noue des alliances et se rapproche de plus en plus de l'Allemagne. En 1914, encouragée par Berlin, Vienne adopte pourtant la solution militaire pour régler son différend avec la Serbie. Après avoir longtemps défendu l'intégrité de l'Empire ottoman contre les appétits des autres puissances européennes, Londres se montre pragmatique et se résout au partage des Balkans. Devant ce qui apparaît comme inéluctable, la Grande-Bretagne adopte la position la plus à même de défendre ses intérêts : garder la maîtrise de la Méditerranée et empêcher la Russie d'accéder aux détroits turcs. L'Allemagne se montre avant tout soucieuse de sa consolidation et de la stabilité en Europe et c'est bien malgré lui que Bismarck se trouve impliqué dans les affaires balkaniques. Il faut attendre Guillaume II pour que l'Allemagne, sûre de sa puissance, s'intéresse aux Balkans comme axe de pénétration vers le Moyen Orient. Cette implication tardive, sans ambition territoriale, lui permet de nouer des liens solides avec l'Empire ottoman. La France cherche encore une alliance de revers contre l'ennemi autrichien. Cette politique, commencée par François Ier, explique le soutien à l'Empire ottoman et le refus de son démantèlement. Lorsque l'effondrement de cet allié apparaît imminent, Paris entreprend un rapprochement avec Saint-Pétersbourg. Une alliance avec la Russie offre, de plus, un avantage indéniable dans l'éventualité d'un conflit avec l'Allemagne. L'Italie trouve d'abord dans les Balkans les moyens de faire accepter par les autres puissances son existence en tant que nation. Ensuite, il ne s'agira pour elle, que de satisfaire des ambitions coloniales en obtenant par marchandage ou par la force le rattachement des terres irrédentes.

Dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, ces constantes demeurent. L'URSS ne fait que substituer l'idéologie communiste et l'objectif de la Révolution Mondiale au panslavisme et à l'objectif de régénération de l'Occident chrétien par l'Orthodoxie russe. Pour l'Autriche, vestige de l'empire des Habsbourg, il ne reste d'autre perspective qu'un rapprochement de l'Allemagne. Lors de la seconde guerre mondiale, l'Allemagne se retrouvera une fois encore contrainte d'intervenir dans les Balkans pour venir en aide à son allié italien défaillant. La Grande-Bretagne, elle, reste

toujours attachée au contrôle du panslavisme et à sa suprématie en Méditerranée. L'intervention des Dardanelles lors du premier conflit mondial et l'importance des forces navales déployées dans la région en 1940 alors que le territoire national est directement menacé, en sont les meilleurs exemples. Après l'effondrement de la Russie et son basculement dans le bolchevisme, la France doit rechercher de nouvelles alliances à l'Est. Dans les Balkans, c'est la Serbie qui devient le partenaire privilégié. En Italie, ce sont les déceptions territoriales dans les Balkans issue de la première guerre mondiale qui alimenteront en grande partie la montée du fascisme et entraîneront son rapprochement de l'Allemagne nazie.

Aujourd'hui, après la parenthèse communiste qui a figé la situation dans la région entre 1945 et 1990, certaines dominantes dans la politique balkanique des pays européens sont toujours observables. Ainsi, en 1992, l'Allemagne préconise le droit absolu à l'indépendance pour toute nation qui le demande : elle vise la Slovénie et la Croatie, anciennes terres de l'empire des Habsbourg. La France demande le maintien de la fédération yougoslave, dominée par les Serbes, alliés traditionnels des Français. La Grande-Bretagne préfère que la CEE ne se mêle pas de cette affaire. L'Italie, pour assurer son bon voisinage avec Slovénes et Croates, soutient l'Allemagne. Enfin la Russie invoque de nouveau le panslavisme pour justifier la sollicitude pour la Serbie de Slobodan Milosevic. Sa présence dans les Balkans est aussi un signal fort vers les pays voisins de l'ancien bloc de l'Est : la Russie reste un acteur incontournable dans la région.

Les Balkans seront toujours pour l'Europe une zone dangereuse d'autant que l'histoire récente est une histoire belligène. Pour l'avenir, la péninsule balkanique constitue un point de passage pour l'évacuation du gaz et du pétrole de la Caspienne sans passer par la Russie. Cette région présente donc toujours un intérêt stratégique pour les nations voisines, ce qui ne manquera pas de susciter leurs convoitises. Dans les crises à venir, l'Europe aura rôle majeur à jouer. Si aujourd'hui, les pays européens partagent des valeurs et des principes communs (accords d'Helsinki, chartre de Paris de 92 et celle de l'OSCE), ils devront faire preuve de plus d'unité, d'audace et d'ambition. Ils devront surtout réviser le regard qu'ils ont jusqu'à présent jeté sur cette région et ses populations.

## Annexe

L'Empire ottoman de 1800 à 1918

### Les origines de « la question d'Orient ».

Le début du déclin de l'Empire ottoman remonte au XVII<sup>e</sup> siècle. Il tient autant aux désordres intérieurs qu'à l'essor militaire mais surtout économique des puissances occidentales. A cette époque le courant des échanges s'inverse, l'Occident exporte désormais ses produits manufacturés vers l'empire.

Après l'échec du second siège de Vienne (1683), la lutte entre les Habsbourg et les Ottomans tourne à l'avantage de l'Autriche. Les Autrichiens entrent en Serbie et en Bosnie. Par le traité de Karlowitz, premier traité défavorable aux Ottomans, l'Empire perd la Hongrie et la Transylvanie, la Podolie, la Morée et la Dalmatie. La paix de Sitova en 1791 met fin aux guerres austro-turques.

L'ennemi principal est désormais la Russie déjà présente en Crimée. Une première guerre (1736, 1739) se solde en faveur de l'Empire ottoman alors soutenu par la France. Mais un nouveau conflit, déclenché par les Ottomans, en 1768, favorise la progression de la Russie. Celle-ci, étant intervenue pour soutenir le soulèvement des Grecs en Morée, détruit la flotte ottomane près de Smyrne. La puissance maritime ottomane s'effondre définitivement. Surtout, en 1774, le sultan est contraint de signer la paix de Kutchuk-Kaïnardji, par laquelle la Russie obtient la Crimée, la libre navigation en mer Noire et en Méditerranée et devient la protectrice officielle des chrétiens orthodoxes. Ce traité permet aux Russes d'intervenir directement dans les affaires ottomanes, marquant le début de la question d'Orient. Désormais, les grandes puissances européennes vont s'affronter autour de l'empire déclinant.

### Tentatives de réforme

Face à la menace de démantèlement de l'empire, les sultans réagissent et entreprennent de réformer l'État. La tentative de Sélim III (1789-1807) de réorganiser l'armée aboutit à son assassinat par les janissaires. Durant son règne, l'Egypte passe sous le contrôle de Méhémet Ali. La Syrie proclame son indépendance ; les wahhabites se révoltent au Hedjaz, ainsi que les Serbes dans les Balkans. En 1826, Mahmud II fait massacrer les janissaires et peut alors entreprendre la modernisation de l'administration et de l'instruction publique. Il forme une armée de conscrits payés et disciplinés.

La guerre d'indépendance grecque, commencée en 1821, a cependant de graves conséquences. D'une part, elle gèle le mouvement de réforme, d'autre part, elle provoque une intervention concertée des puissances européennes contre les Ottomans eux-mêmes soutenus par Méhémet Ali. Signé en 1829, le traité d'Andrinople consacre l'indépendance grecque et l'autonomie serbe. Il accorde par ailleurs à la Russie la libre navigation à l'embouchure du Danube et dans la mer Noire.

### La période des Tanzimat

Mais l'attitude du sultan Abdülmacid I<sup>er</sup> (1839-1861) et de son gouvernement l'égard des nationalités porte en germe une certaine contradiction qui se manifeste dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle.

D'une part, il poursuit la politique de réforme (Tanzimat) et d'union exprimée notamment dans la charte de Gulkhane qui prévoit l'égalité de tous les sujets de l'Empire ottoman, sans distinction de religion ou de nationalité. D'autre part, il prend en compte les spécificités nationales puisqu'il reconnaît dans l'Empire, plusieurs « nations » qui sont des communautés confessionnelles. L'esprit des réformes, très influencé par les idées occidentales, est donc marqué par une perspective égalitaire qui vise à supprimer entre les sujets toutes discriminations d'ordre ethnique ou religieux pour constituer une union fraternelle de tous les peuples de l'Empire, sous la houlette du sultan. Les non-musulmans sont eux-mêmes associés à la mise en place des réformes. Cette décision va accélérer l'éclatement de l'empire, en suscitant de violents conflits entre musulmans et non-musulmans.

A l'issue de la guerre de Crimée, le traité de Paris de 1856, préserve, contre les appétits russes, l'intégrité territoriale ottomane mais consacre l'intervention des Européens. En 1860, s'élèvent alors de toutes parts des révoltes, dont chacune va contribuer au démembrement de l'Empire ottoman. La révolte des Druzes, en 1860, et le massacre perpétré contre les chrétiens maronites au Liban, provoquent l'intervention militaire de la France dans le pays, qui passe sous domination française. En 1875 et 1876, la Bosnie, la Bulgarie, la Serbie et le Monténégro se soulèvent à leur tour. La répression violente menée par les troupes irrégulières musulmanes provoque l'intervention de la Russie en 1877.

### Démembrement de l'Empire ottoman jusqu'à la veille de la première guerre mondiale

Dans le même temps, le coût des réformes conjugué à la perte des revenus d'un empire amputé conduise l'État ottoman à la banqueroute. L'économie du pays est mise sous tutelle franco-anglaise. Le sultan, sous la pression des libéraux, accepte, en 1876, de doter l'État d'une

constitution, instaurant un régime de monarchie parlementaire et inscrivant dans les lois fondamentales les libertés individuelles et religieuses. Dès 1878, cependant, il rétablit un gouvernement absolutiste.

Le sultan, Abdülhamid II, doit accepter, en 1878, le traité de San Stefano, dont les termes sont revus au congrès de Berlin. Les puissances européennes décident du destin de l'empire : Roumanie, Serbie et Monténégro ont désormais une indépendance pleine et entière ; la Bulgarie est devenue une principauté autonome ; la Bosnie-Herzégovine est occupée militairement par l'Autriche. Les empiètements se poursuivent dans les années qui suivent : en 1881, la Grèce s'agrandit de la Thessalie et d'une partie de l'Épire ; en 1885, la Roumélie orientale est annexée à la Bulgarie. Ces changements de souveraineté s'accompagnent de transferts de populations qui accentuent encore le recul ottoman dans les Balkans. Les populations turques et musulmanes des nouveaux États chrétiens, qui craignent à la fois les représailles et les effets des lois agraires favorisant les éléments chrétiens, émigrent en grand nombre dans la partie asiatique de l'Empire. Cette évolution contribue à accentuer le caractère musulman de l'Empire.

Le déclin se poursuit. Après le massacre des Arméniens, entre 1894 et 1896, l'État ottoman est mis au ban des nations.

Les officiers libéraux et nationalistes, qui constituent en 1895 le mouvement des Jeunes-Turcs, organisent, en 1908, un soulèvement des troupes basées en Macédoine. Ils obligent le despote à rétablir la constitution et le Parlement. L'Autriche ayant annexé, en 1909, la Bosnie-Herzégovine, tandis que la Bulgarie proclame son indépendance, l'armée de Thessalonique, dominée par les Jeunes-Turcs, marche sur Istanbul, dépose Abdülhamid II et porte au pouvoir Mehmet V. En fait, jusqu'en 1918, le pouvoir est aux mains des Jeunes-Turcs, dirigés par Enver Pacha.

L'État ottoman est continuellement en guerre jusqu'à sa fin : contre l'Italie d'abord qui prend la Tripolitaine en 1912, dans les Balkans ensuite où il doit affronter une coalition formée par la Serbie, le Monténégro, la Bulgarie et la Grèce. En 1913, après la signature des traités de Londres et de Constantinople, ne subsistent plus de l'empire que l'Anatolie, la Thrace occidentale et Istanbul, en Europe, et le Hedjaz, dans la péninsule Arabique.

### La fin de l'Empire ottoman

Le démembrement s'achève après la Première Guerre mondiale. Enver Pacha en effet engage la Turquie aux côtés de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie. Les Anglais favorisent, en 1916, la révolte arabe contre la domination ottomane. Les Alliés reprennent l'offensive et contraignent les Turcs à signer l'armistice de Mudros, en octobre 1918. L'empire est réduit à l'Anatolie.

Mehmet V ayant nommé en mars 1919 un gouvernement dévoué aux vainqueurs, Mustafa Kemal prend la tête d'un mouvement nationaliste. En octobre 1919, il organise des élections et devient, en avril 1920, chef du gouvernement. Après l'offensive grecque en Anatolie, Mehmet V accepte de signer le traité de Sèvres, en août 1920, qui prévoit la perte des provinces arabes et le démembrement de l'Anatolie. Mustafa Kemal dirige la contre-offensive nationaliste contre les Grecs, refoulés en 1922. En juillet 1923, les Alliés reconnaissent, par le traité de Lausanne, la victoire de Mustafa Kemal. Le 20 octobre 1923, la république de Turquie est proclamée. L'année suivante, le califat, dernier héritage de l'Empire ottoman, est aboli.

## CARTES

1. L'Europe en 1815
2. L'évolutions des frontières de l'Empire ottoman entre 1856 et 1878
3. Les Balkans après le traité de Berlin de 1878
4. Les Balkans en 1914
5. Le démembrement de l'Empire ottoman



Longmans, Green & Co., London, New York & Bombay



6.



# TERRITORIAL MODIFICATIONS

IN THE BALKANS

1. CONFERENCE OF LONDON

2. TREATY OF BUKAREST



T. W.



## BIBLIOGRAPHIE

### Ouvrages

- CASTELLAN Georges, Histoire des Balkans. Fayard ; 1995.
- FEJTÖ François, Requiem pour un empire défunt. Histoire de la destruction de l'Autriche-Hongrie. Ed du Seuil ; 1993.
- GARDE Paul, Les Balkans. Ed Flammarion, collection DOMINO ; 1996.
- GARDE Paul, Vie et mort de la Yougoslavie. Ed Fayard ; 1999.
- GARDE Paul, « Les Balkans vus de France au XX<sup>e</sup> siècle », in revue Esprit. Décembre 2000.
- GIRAULT René, Diplomatie européenne. Nations et impérialisme 1871 – 1914. Ed Masson ; 1995.
- HERMET G, Histoire des Nations et du nationalisme en Europe. Ed du Seuil ; 1996.
- SANTAMARIA Yves et WACHE Brigitte, Du printemps des peuples à la Société des nations. Ed La Découverte ; 1996.
- SELLIER André et Jean, Atlas des peuples de l'Europe centrale. Ed La Découverte ; 1991.
- ZORGBIBE Pierre, Histoire des relations internationales. Tome 1. Ed Hachette ; 1994.
- ZORGBIBE Pierre, Histoire des relations internationales. Tome 2. Ed Hachette ; 1994.

## Table des matières

### Introduction

### Préambule

PARTIE I : LES PAYS INTERVENANT DIRECTEMENT .....	1
LA RUSSIE : L'ACCES AUX DETROITS ET LE PANSLAVISME.....	8
Le traité de Unkiar-Skelessi : un protectorat russe sur l'Empire ottoman .....	8
La guerre de Crimée : un coup d'arrêt à l'expansion russe .....	8
Un moyen d'expansion : le panslavisme .....	9
La guerre russo-turque de 1877 - 1878.....	10
Congrès de San Stefano : les appétits du panslavisme.....	11
Le congrès de Berlin : une défaite diplomatique .....	11
L'entente germano-austro-russe : un accord sur les Balkans .....	12
La guerre serbo-bulgare et les désillusions de la Russie .....	12
La fin de l'alliance germano-russe .....	13
Une période de repli .....	13
Retour dans les Balkans.....	14
L'AUTRICHE-HONGRIE : LA LUTTE CONTRE LE NATIONALISME ET LE PANSLAVISME.....	16
Le risque des nationalismes.....	16
La guerre de Crimée : une participation mesurée .....	16
Le Compromis austro-hongrois.....	17
Le rapprochement de l'Allemagne et la descente vers les Balkans.....	17
Le traité de Berlin.....	17
Une politique d'alliance pour stabiliser ses positions dans les Balkans .....	18
Les crises intérieures et la passivité à l'étranger.....	19
La réapparition de menaces extérieures .....	19
PARTIE II : LES PAYS INTERVENANT INDIRECTEMENT .....	21
LA GRANDE BRETAGNE : SAUVEGARDER L'EMPIRE OTTOMAN .....	21
Bloquer le débouché de la Mer Noire .....	21
Maintenir un statu quo dans les Balkans.....	21
Le congrès de Berlin : une politique dans les Balkans plus active .....	22
Du « splendide isolement » à la Triple-Entente.....	23
L'ALLEMAGNE : ANCRER LA CONSTRUCTION DE L'ALLEMAGNE PUIS CONCURRENCER L'ANGLETERRE.....	24
Bismarck et les Balkans : un désintérêt manifeste .....	24
Le premier système bismarckien à l'épreuve du congrès de Berlin.....	24
Le deuxième système bismarckien ou les difficultés pour concilier Vienne et Saint-Pétersbourg .....	25
Le dernier système bismarckien : Triple et traité de contre-assurance .....	26
Le renvoi de Bismarck et l'amorce d'une nouvelle politique.....	26
L'Allemagne de Guillaume II : Drang Nach Osten.....	27
Un affaiblissement des liens dans la Triple .....	28
LA FRANCE : RECHERCHER UNE ALLIANCE CONTRE L'AUTRICHE.....	28
La France et la guerre de Crimée : les raisons d'un engagement .....	28
La France et les mouvements nationalistes.....	29
Une période de repli .....	29
L'alliance franco-russe à l'épreuve des Balkans.....	30
Coopération économique franco-allemande dans les Balkans .....	31
Le soutien offert aux Etats balkaniques.....	31
La Triple Entente .....	32
L'ITALIE : L'EXISTENCE EN TANT QUE NATION ET L'ACCES AU RANG DE GRANDE PUISSANCE.....	32
L'unité italienne et la guerre de Crimée .....	32
L'alliance avec la Prusse .....	33
L'irréductibilité et le congrès de Berlin.....	33
La Triple à l'épreuve de la crise bosniaque de 1908.....	33

La guerre italo-turque et les guerres balkaniques .....	34
PARTIE III : LA CRISE FINALE DE L'ETE 1914 .....	35
L'ENGRENAGE .....	35
LES RAISONS DE L'EMBALLEMENT VERS GUERRE .....	36
CARTES .....	43
OUVRAGES .....	49

Conclusion